2018

la Réserve 6

Bulletin d'information de la **Société d'histoire de Drummond**

8
Drummondville et la Grande Guerre

16
Administrer une ville durant la Grande Guerre

20
Hôpital Sainte-Croix

22
Entretien avec le Dr René Roux

24
La petite histoire des écoles anglophones de Drummondville

28
Créateur d'avenir : le Cégep de Drummondville depuis 50 ans

Sommaire

4 Nouvelle en bref

6 Histoire en marche

8 Drummondville et la Grande Guerre

16 Administrer une ville durant la Grande Guerre

27 La boutique Grenier Chaussures

28 Créateur d'avenir : le Cégep de Drummondville depuis 50 ans

30 Laferté : une compagnie qui défie les pronostics

EN COUVERTURE :
Des soldats mobilisés devant un convoi du Canadian Northern Railway, Drummondville, 1915. Société d'histoire de Drummond, Fonds Frères de la Charité ; P38-8.3G1A.

CRÉDITS
La Réserve 2018
Geneviève Béliveau, coordination et réalisation
Martin Bergevin, Gabriel Cormier et Huguette Desmarais-Foisy, révision linguistique
Véronique St-Amand, conception graphique
Lettrage Marc Lambert, impression

CONSEIL D'ADMINISTRATION
Samuel Nadeau, président
Louise Le May, vice-présidente
Leonard Desfossés, administrateur
Joël Hébert, administrateur
Émilie Morin, administratrice
Yvon Sévigny, administrateur
Benoit Villeneuve, administrateur
Hélène Laroche, déléguée par la MRC de Drummond

ÉQUIPE
Geneviève Béliveau, directrice générale
Martin Bergevin, archiviste
Gabriel Cormier, agent de projets culturels

Le bulletin la Réserve est publié une fois par année et vise à informer les membres et les citoyens de la MRC de Drummond des activités et des réalisations de la Société d'histoire de Drummond.

histoiredrummond.com

© Société d'histoire de Drummond

Dépôt légal — 2019

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISSN 2292-2563

MOT DU PRÉSIDENT

M. Samuel Nadeau,
CPA, CGA

Après la nomination de M. Guy Drouin au poste de directeur général de la MRC de Drummond, je me suis fait proposer de prendre la relève comme président de la Société d'histoire de Drummond. J'ai choisi de répondre oui à ce défi sachant qu'une équipe de qualité m'entoure au sein du conseil d'administration.

La Société d'histoire est un organisme pertinent qui procure de multiples enrichissements à la MRC entière. Elle est un témoin des événements, des sentiments et des accomplissements qui ont eu lieu au fil des années. Elle est aussi un endroit vivant où à tous les jours des personnes motivées et engagées se consacrent à enrichir notre mémoire collective.

L'année 2018 est, de nouveau, une preuve que des gens dévoués peuvent se réaliser et contribuer à diffuser notre histoire régionale. Voici des exemples de ces apports :

- Visites guidées avec le *Parcours des Découvertes* et le *Parcours des Mystères* ;
- Exposition annuelle *Tous au front, Drummondville à l'heure de la Grande Guerre* ;
- Expositions temporaires *Drummond à la une* et *Entre seringues et scalpels* ;
- Lancement de 3 nouvelles publications (le catalogue muséal *De fil en textile*, la biographie *Jos Marier, l'homme qui donnait un coup de pouce à la Providence* et la 3e édition de *Drummondville à l'heure de la guerre : 1939-1945*).

Je remercie les employés, les bénévoles et les membres pour leur dévouement ! C'est vous qui permettez à la Société d'histoire de vivre tant de succès.

18 Au musée
20 Hôpital Sainte-Croix
22 Entretien avec le Dr René Roux
24 La petite histoire des écoles anglophones de Drummondville
32 Dans le fonds d'archives
34 Acquisitions récentes
36 Déjeuners Héritage
38 À l'affiche : les archives en mouvement du Théâtre Capitol

Aussi, je remercie tous nos partenaires financiers ! Vos apports permettent à toute la région de bénéficier d'un organisme performant qui s'est vu attribuer la mention de grand centre d'archives par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) en 2018.

De plus, je veux remercier la Ville de Drummondville et la MRC de Drummond pour leur appui financier. Elles sont deux partenaires clés pour la Société d'histoire de Drummond.

Finalement, 2019 s'annonce une année pleine d'opportunités. Je vous invite à contribuer et à participer aux succès qui se concrétiseront grâce au dévouement de tous et chacun.

BILLET ÉDITORIAL

Capitaine Daniel Parenteau, MMM, CD

Le Royal 22e Régiment (R22eR), dont l'histoire remonte au début de la Première Guerre mondiale (1914-1918), travaille de pair avec la Société d'histoire de Drummond (SHD) depuis quelques années déjà dans le but de préserver l'histoire militaire de Drummondville et ses environs.

En effet, en 2015, afin de souligner le bicentenaire de Drummondville, la SHD et le 6e Bataillon du R22eR ont uni leurs efforts pour mettre en œuvre une exposition muséale présentée à la maison Trent et qui a notamment permis de perpétuer les premiers faits d'armes de nos Québécois pendant la guerre de 1812-1814. L'événement a connu un succès inespéré avec plus de 3 000 visiteurs en deux ans.

Le 7 novembre 2018, grâce à un partenariat renouvelé, l'exposition *Tous au front, Drummondville à l'heure de la Grande Guerre* a été inaugurée au Musée National de la Photographie afin de célébrer le centenaire de la signature de l'Armistice qui a mis fin à la Première Guerre mondiale. Encore une fois, l'événement a connu un franc succès.

La présente collaboration entre la SHD et le 6R22eR pour la publication du bulletin La Réserve s'est donc faite naturellement, d'autant plus que l'édition de cette année, dont la thématique principale est la Première Guerre mondiale, nous permet de retracer, à travers une sélection d'images d'archives, de témoignages écrits et de chroniques historiques bien documentées, l'effort de guerre déployé par les gens de la région durant le grand conflit de 1914-1918. Elle nous permet également d'en apprendre davantage sur le travail des ouvriers dans les usines locales, notamment à la Poudrerie de Drummondville, l'enrôlement volontaire, la conscription, ainsi que sur la vie quotidienne des soldats dans les tranchées et au front.

C'est donc dans une volonté commune de préserver notre mémoire collective et dans un esprit de commémoration que je vous souhaite, aux côtés de l'équipe de la SHD, une bonne lecture.

Je me souviens

NOUVELLES EN BREF

par GABRIEL CORMIER, agent de projets culturels

UN NOUVEAU SITE WEB

Surfant sur la vague de sa nouvelle identité visuelle, la SHD s'est dotée d'un site Web au goût du jour. Moderne et fonctionnel, celui-ci vous renseigne maintenant sur les activités que nous proposons tout au long de l'année. Autre nouveauté intéressante, le site Web est dorénavant enrichi d'une collection de photos. Bien qu'il ne s'agisse que d'un échantillon de nos archives, il vous est maintenant possible de les admirer et les commander de la maison. La galerie sera d'ailleurs agrémentée de nouveaux documents iconographiques chaque mois.

https://histoiredrummond.com/

UNE PROGRAMMATION DIVERSIFIÉE

En lien avec sa mission de diffusion de l'histoire régionale, la SHD a mis en place une programmation complète d'activités pour l'année 2018. En plus des visites guidées offertes durant la saison estivale, plusieurs conférences ont été proposées au grand public. Parmi celles-ci, notons la popularité de la conférence de Maurice Vallée sur la colonie de la rivière Saint-François et celle de Jean Thibault et Yvan Rousseau sur le développement économique et industriel de Drummondville.

LA SHD EN STATISTIQUES

Grâce à un travail de tous les instants et à son emplacement privilégié dans la nouvelle Bibliothèque publique de Drummondville, la SHD a su profiter d'une accessibilité accrue pour élargir sa visibilité. L'organisme a pu compter sur 236 membres en 2018, soit une augmentation de 76 membres par rapport à l'année précédente. L'affluence des chercheurs a également connu une hausse, passant de 371 séances en 2017, à 636 en 2018. De plus, les expositions et activités organisées durant l'année ont attiré plus de 1 600 personnes. De son côté, la page Facebook de la Société d'histoire a suscité 385 nouveaux « J'aime » au cours de l'année, pour porter son total à 2 065. Finalement, nous remercions de tout cœur nos bénévoles qui ont consacré plus de 1 500 heures à la SHD.

DE NOUVELLES PARUTIONS

Au cours de l'année 2018, la SHD a procédé au lancement de trois livres. En plus de présenter l'histoire de la Canadian Celanese, notamment avec une sélection de photos d'archives, le catalogue muséal *De fil en textile* permet d'apprécier toutes les spécificités des tissus qui étaient confectionnés dans cette industrie entre 1937 et 1995. Au fil des pages, le lecteur est également en mesure de suivre, étape par étape, le travail accompli et l'expertise des archivistes de la Société d'histoire de Drummond en matière de décontamination.

Pour l'ouvrage intitulé *Jos Marier - L'homme qui donnait un coup de pouce à la Providence*, l'auteur, Robert Paré, a consacré quatre ans à retracer l'histoire de son grand-père, Joseph Marier, à travers les nombreux centres d'archives du Québec, les journaux d'époque ainsi que les mémoires et témoignages de membres de sa famille.

Lancement du livre de l'auteur Robert Paré, septembre 2018.

Finalement, la SHD a profité du 100e anniversaire de l'armistice de la Grande Guerre pour lancer la troisième édition du livre de Jean Thibault, *Drummondville à l'heure de la guerre : 1939-1945*. Dans cet ouvrage, l'auteur décrit les conditions de vie à Drummondville durant la Deuxième Guerre mondiale. La troisième édition de ce livre est une version améliorée et bonifiée contenant également un nouveau chapitre relatif à la Première Guerre mondiale.

DISPONIBLE À LA SHD

DRUMMONDVILLE À L'HEURE DE LA GUERRE : 1939-1945
Auteur : Jean Thibault
Prix : 25,00 $

DE FIL EN TEXTILE
CATALOGUE MUSÉAL DE LA CELANESE
Auteurs : Martin Bergevin et Michaël Bergeron
Prix : 15,00 $

JOS MARIER - L'HOMME QUI DONNAIT UN COUP DE POUCE À LA PROVIDENCE
Auteur : Robert Paré
Prix : 25,00 $

HISTOIRE
EN MARCHE

par GENEVIÈVE BÉLIVEAU, directrice générale

Entre les mois de juin et de septembre 2018, jeunes et moins jeunes de la région et d'ailleurs ont eu l'occasion de visiter le centre-ville de Drummondville en excellente compagnie. En effet, le facteur Alfred Boisclair personnifié par Tristan M. Saint-Martin proposait une quinzaine de lieux significatifs durant le Parcours des Découvertes et le clochard Paul Provencher interprété par Kevin Lampron-Drolet levait le voile sur une dizaine d'histoires sombres durant le Parcours des Mystères. Plus de 700 personnes ont ainsi déambulé dans les rues de Drummondville tout au long de l'été et se sont enrichies, au fil de leurs pas, de l'histoire de la ville.

Le *Parcours des Découvertes* avait comme point de départ la Maison Mitchell et passait devant plusieurs incontournables tels que le Magasin J.-N. Turcotte et l'Église Saint-Frédéric. Selon leur choix, les visiteurs pouvaient en apprendre plus sur divers autres lieux tels que la Fonderie Gosselin, le Bureau de poste, le Manoir Drummond et le Théâtre Capitol. En tout, 15 lieux étaient ainsi visités et pour chacun, les participants recevaient une enveloppe contenant diverses photos d'archives des lieux. Munis d'une carte du centre-ville de 1950, 272 visiteurs ont ainsi arpenté les rues.

Le *Parcours des Mystères*, quant à lui, offrait un itinéraire ponctué de dix histoires insolites et étonnantes de la région de Drummondville. Bien que modifiée à des fins de confidentialité, chacune de ces histoires est basée sur des faits réels. Contrebande, meurtre, érotisme… une foule de récits croustillants étaient ainsi présentés aux participants à l'aide d'une réplique de journal d'époque *Le Veilleur*. Certains soirs, on dénombrait plus de 50 visiteurs à la fois, portant le total de participants à 443 personnes.

Parmi tous les lieux et les histoires mis en valeur durant les visites guidées de l'été, deux ont particulièrement suscité l'intérêt des visiteurs et les voici en images ! De plus, sachez que nous travaillons déjà au retour des deux parcours de visites guidées pour l'été prochain. De nouvelles histoires et de nouveaux lieux seront proposés aux visiteurs ! Vous aimeriez y participer ? Restez informé grâce à notre page Facebook ou par notre site Web (www.histoiredrummond.com).

Maison Mitchell.
SHD, Collection Famille Millar ; IP3-2.5B15.

PARCOURS DES DÉCOUVERTES

Maison Mitchell : 131 rue Saint-Georges

La maison du sénateur William Mitchell est construite en 1894 pour remplacer une première demeure incendiée l'année précédente. Le sénateur Mitchell, un des promoteurs du Drummond County Railway (ligne du Canadien National), est également propriétaire du réseau électrique local et maire de Drummondville de 1898 à 1902. L'emplacement est constitué d'une serre attenante remplie de plantes rares, d'une grande écurie, d'un immense jardin français bordé de chênes et d'un kiosque abritant une source d'eau. Quelques années après le départ de leurs deux fils, les Mitchell mettent en vente la maison et J. L. Marchessault, marchand connu de la région, en fait l'acquisition. La famille Marchessault l'a ensuite habitée pendant de nombreuses années.

PARCOURS DES MYSTÈRES

Condamné à l'échafaud pour meurtre

7 avril 1936 - Raymond Simard, âgé de 24 ans, de Sainte-Clothilde-de-Horton, a été tenu responsable, à l'enquête du coroner tenue à Drummondville, de la mort de M. Joseph Trudeau, cultivateur, de Saint-Cyrille-de-Wendover, qui a été trouvé assassiné, le 6 octobre 1935 dans le 3e rang de la paroisse.

Quatre policiers ont été attitrés à la garde de Raymond Simard, meurtrier condamné à l'échafaud.
SHD, Collection Serge Duhamel ; P9-8.3i1.

Au procès, le coroner Duclos déclara que le mobile du meurtre de Trudeau était celui de vol. Rappelons que Trudeau avait été assassiné dans une route déserte, et jeté dans le fossé. Selon les témoins, il a d'ailleurs été clairement établi que la conduite de Simard était pour le moins singulière puisque le dimanche, à trois heures, il n'avait pas un sou, et quelques heures après, il était en état de faire des largesses.

Seuls les officiers de la justice, dont la présence est nécessaire lors d'une exécution capitale, ont été admis à la pendaison de Raymond Simard qui est monté sur l'échafaud le vendredi 3 avril 1936 à Drummondville. Avant d'être exécuté, le condamné a injurié les officiers présents et plusieurs gendarmes ont été nécessaires pour le maîtriser. Finalement, le nœud de la corde n'a pas rompu le cou de Simard sur le choc et celui-ci a souffert un long moment avant de rendre son dernier souffle…

Le Veilleur

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE DRUMMOND 474-2518

VOL. I — NO. I | LE VEILLEUR, DRUMMONDVILLE, ÉTÉ 2018 | DOUZE PAGES

DRUMMONDVILLE ET SES MYSTÈRES

Léon Provencher (Rédacteur) — La direction du journal Le Veilleur est fière d'annoncer la mise en place d'un partenariat avec la Société d'histoire de Drummond (SHD).

À LA UNE

LE COURROUX DE DIEU? — Page 5

DÉMOLITION DE LA GARE DU CANADIEN PACIFIQUE — Page 6

UNE CHASSE À L'HOMME EST LANCÉE — Page 7

«JE ME SENTAIS CONSTAMMENT OBSERVÉ» — Page 8

1973 : UNE ANNÉE VIOLENTE... — Pages 10 et 13

Suivez la route des découvreurs vers L'OUEST

DANS LE CONTINENTAL LIMITÉ

LE RAPIDE

CANADIEN NATIONAL

Choix de bagues et bijoux

Alpha Gélineau

309 Lindsay Tél. 3144

Parcours des découvertes

Parcours des mystères

Parcours des mystères
Spécial Halloween

Avant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), il y a eu la première, que les contemporains ont qualifiée de Grande Guerre, se prenant à espérer qu'il s'agisse de la « der des ders », la dernière des dernières, vu son ampleur, sa durée et son intensité. La Première Guerre mondiale (1914-1918) implique en effet plus de soldats - soixante millions - occasionne plus de pertes - dix millions de morts - et mobilise plus de ressources que toute autre guerre survenue jusque-là.

Lorsque la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, le 4 août 1914, le Canada est toujours un Dominion de la Couronne britannique et se voit de facto impliqué dans le conflit des grands empires européens. Le pays regroupe alors neuf provinces et compte sept millions d'habitants. Le Canada est dirigé par le premier ministre conservateur Robert Borden et l'armée canadienne compte un effectif restreint de trois mille hommes. L'effort de guerre est rapidement mis en marche. Le recrutement s'accélère et la conscription est finalement promulguée.

Au total, quatre cent vingt-cinq mille soldats canadiens, volontaires et conscrits, combattent sur le Vieux continent durant la Grande Guerre. Parmi ces braves, quelques-uns sont originaires de Drummondville et des municipalités environnantes. Comme tous les autres, ils laissent derrière eux famille, femmes et enfants. Comme tous les autres, ils se rendent au front. Ils subissent les bombardements, les attaques au gaz, la peur, la faim et les inconforts de la vie dans les tranchées. Tous espèrent une guerre courte et un retour rapide à la maison. Le conflit dure finalement cinq ans et trois mois. Des milliers d'entre eux ne rentreront jamais…

DRUMMONDVILLE ET LA

GRANDE GUERRE

1914-1918

par MARTIN BERGEVIN, archiviste

Soldats canadiens revenant des tranchées après la bataille de la Somme, France, novembre 1916. Bibliothèque et Archives Canada ; PA-000839.

LE RECRUTEMENT DES SOLDATS DU 178E BATAILLON

Le 12 janvier 1916, le gouvernement canadien lève une unité d'infanterie canadienne-française dans les Cantons de l'Est, le 178e Bataillon. Formé de trois compagnies, le 178e recrute à Sherbrooke, Arthabaska, Drummondville et Nicolet. La solde versée aux volontaires s'élève à 1 $ par jour à laquelle s'ajoute 0,10 $ lorsque ceux-ci prennent part aux combats. La compagnie C de Drummondville est alors commandée par le capitaine Joe Watters, qui est assisté du sergent-major Richard Brown. Cantonnés à Victoriaville, puis à Sherbrooke, les braves du 178e sont surnommés les « purs Canayens ». En janvier 1917, le bataillon, dorénavant commandé par le lieutenant-colonel René de la Bruère Girouard, quitte le Québec pour la Nouvelle-Écosse avant de traverser l'Atlantique pour rejoindre l'Europe. Les purs Canayens touchent terre le 15 mars 1917 et le bataillon est aussitôt dissout. Les hommes sont mutés au sein d'autres unités canadiennes, dont le 22e Bataillon, et participent aux opérations militaires canadiennes en sol européen jusqu'à la signature de l'armistice, le 11 novembre 1918. Ils prennent part notamment à la bataille d'Amiens d'août 1918.

LE PORTRAIT D'UN CONSCRIT DE LA RÉGION

Lorenzo Gervais naît à Sainte-Sophie, une petite municipalité du Centre-du-Québec, le 13 août 1897. Fils du cultivateur Philippe Gervais et d'Élise Nault, Lorenzo grandit à Sainte-Sophie, puis à Pierreville, dans le comté de Nicolet-Yamaska, et évolue, comme la plupart des Canadiens français, au sein d'une famille catholique et pieuse.

En 1917, lorsque la conscription est promulguée, Lorenzo n'a que vingt ans. Il mesure cinq pieds cinq pouces et pèse à peine cent vingt livres. Souffrant d'un mal inconnu, son docteur l'assure qu'il ne sera pas éligible au service militaire obligatoire. Lorenzo effectue tout de même les examens médicaux d'usage de l'armée à Montréal, le 6 juin 1918. Contre toute attente, il se classe et est sommé de se rendre à la base militaire de Valcartier en attendant de quitter le Canada pour l'Europe.

La traversée en bateau vers le vieux continent se passe bien. Lorenzo atteint l'Angleterre le 15 juillet 1918. Installé à Bramshott, il complète sa formation militaire et apprend à tirer du fusil. Le 8 novembre, ses compagnons d'armes du *22e Bataillon* et lui posent finalement le pied en France. La guerre est presque terminée. L'armistice est signé quelques jours plus tard, le 11 novembre 1918. Peu après, le soldat Gervais quitte la France pour la Belgique, où il s'occupe des chevaux en attendant d'être démobilisé.

Lorenzo renoue avec la vie civile en juin 1919. On le décore de la *Médaille de la victoire (interalliée)*, de la *Médaille de guerre britannique* et de l'Insigne final du *Corps expéditionnaire canadien*. De retour au pays, il épouse Cécile-Joséphine Paul à l'église de Saint-Elphège, à Yamaska, le 18 juillet 1921. Suite au décès de sa première femme, Lorenzo épouse Lucille Yergeau, le 12 août 1929. Ensemble, ils ont deux fils, Claude et Jean-Paul.

Portrait du soldat Lorenzo Gervais, Québec, 1918.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D3, P18.

Portrait de Lucille Yergeau, épouse de Lorenzo Gervais, en compagnie de leur fils Jean-Paul, 1930.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79-061.

Lorenzo Gervais s'éteint le 5 mai 1964 au *Queen Mary Veteran's Hospital* à l'âge de 67 ans. Son petit-fils, Michel Gervais, fait don des archives de Lorenzo à la Société d'histoire de Drummond le 20 janvier 2012 et perpétue ainsi la mémoire de l'un des braves de notre région.

UN SOLDAT RACONTE LA GRANDE GUERRE

Durant la Grande Guerre, le soldat Lorenzo Gervais entretient une correspondance soutenue avec les membres de sa famille. Ces lettres ont pour la plupart été écrites en Angleterre, en France et en Belgique en 1918. Ces documents manuscrits sont des témoins rares et privilégiés de la vie d'un soldat de la Première Guerre mondiale. Ils présentent avec une authenticité incomparable les peurs et les angoisses liées à l'enrôlement obligatoire, au service militaire, à la vie au front et aux combats. En ressortent également l'espoir et la volonté de survivre, l'ennui et la solitude, de même que la foi indéfectible en Dieu et l'amour de Lorenzo pour sa fratrie et ses parents. L'orthographe originale des lettres présentées ci-bas a été respectée.

Lorenzo Gervais en compagnie de ses parents, Pierreville, 1930.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79-062.

Valcartier, Québec, 16 juin 1918.

Ma Chère Sœurs,

Tu me demandes le résultat de l'examen que j'ai été passer chez le docteur Masson, il n'a rien spécifier de ce que j'avais, mais il m'a dit que je ne serais pas classé A, et cependant dans l'examen que j'ai passer a Montreal, ils m'ont classé A2, mais cela m'encourage je ne suis pas seul il y a des boiteux et des malades de toutes sortes, j'accepte la Sainte Volonté de Dieu de tout cœur. Tu me demande comment j'ai laissé maman quand je suis parti, elle était bien peinée de cela, mais je lui ai dit de prendre courage que je ne serais pas longtemps, et j'aurai confiance jusque quand la mort viendra me frappée [...]

Lettre de Lorenzo Gervais adressée à sa sœur Philia.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D1, P2.

La famille Gervais : Philia, Anna, Armand, Philippe, Lorenzo, Élise Nault et Eugène, Pierreville, 1908.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D3, P14.

Angleterre, 19 juillet 1918.

Bien chers parents,

Nous avons fait une jolie traversé tout a bien été je vous assure que j'ai trouvé le chemin long c'est un peu plus large que chez nous pour traversés je n'ai pas été malade du tout. Je vous ai signé $20.00 que vous recevrez tous les mois [...]

Lettre de Lorenzo Gervais adressée à ses parents.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D1, P5.

France, 27 novembre 1918.

Bien chère sœur,

Nous sommes dans une place Française on s'amuse très bien tout monde il parle très bien le français et l'homme de la maison a déjà été à la guerre et il parle de cela c'est très interessant pour moi parce que j'ai été très proche j'étais a 32 kilomètres du front [...] à 3/4 de mille, je t'assures que je n'étais pas gros après avoir

LES PARURES DU COURAGE

L'INSIGNE FINAL DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE CANADIEN

L'Insigne final du CEC est remis aux membres du Corps expéditionnaire canadien ayant servi sur le front durant la Grande Guerre.

LA MÉDAILLE DE LA VICTOIRE

La Médaille de la victoire est reconnue par tous les Alliés en mars 1919 et autorisée en Grande-Bretagne et au Canada le 1er septembre 1919. Au total, 351 289 exemplaires de cette médaille sont décernés aux membres du Corps expéditionnaire canadien (CEC) après la Grande Guerre. Cette décoration est toujours décernée conjointement avec la Médaille de guerre britannique.

LA MÉDAILLE DE GUERRE BRITANNIQUE

La Médaille de guerre britannique est autorisée le 26 juillet 1919. Au total, 427 993 exemplaires de cette médaille sont décernés aux membres du Corps expéditionnaire canadien (CEC) après la Grande Guerre. Il est possible pour les vétérans de 1914-1918 de recevoir cette décoration uniquement. Toutefois, lorsqu'elle est décernée pour bravoure, le récipiendaire se voit invariablement décoré aussi de la Médaille de la victoire.

vu tant de place dévastées, apresent que la guerre est fini je commences a engraissé je n'ai plus rien qui m'inquiète [...]

Lettre de Lorenzo Gervais adressée à sa sœur Philia.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D1, P10.

France, 17 décembre 1918.

Ma chère sœur,

Tu me parles d'une terrible épidemie qui a passé au canada et que plusieurs personnes ont euent a mourir où sont dangereusement malade. Cette terrible maladie a passé chez les soldats du temps que j'étais en Angleterre, et donc plusieurs soldats en sont morts, tu me dit que notre bonne maman et notre cher petit frère Eugène ont euent a souffrir de cette terrible maladie et qu'aujourd'hui en sont parfaitement retablient j'en remercis bien Dieu de tout mon cœur, parce que je suis trop loin pour qu'une nouvelle de mortalité arrive dans notre petite famille [...]

Lettre de Lorenzo Gervais adressée à sa sœur Philia.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D1, P11.

Belgique, 4 mars 1919.

Bien chère Sœurs,

Je vais te dire un mot de ce que je fais, je devais aller déterré les mort mais ils ont changé cela, nous travaillons a la démobilisation des chevaux, et notre sergent major dit que dans 6 où 8 semaines nous seront proche du Canada. Je t'assures que j'ai hâte, je voudrais me voir rendus car je trouves le temps bien long. Nous sommes a trente deux kilomètres de l'Allemagne, un kilomètre est trois quart de milles c'est de te dire que nous sommes pas loin, si les Boches voulaient faire les fous ont seraient vite renduent, mais je ne penses pas que cette chose là arrive, nous allons prier pour que tout reste dans la paix [...]

Lettre de Lorenzo Gervais adressée à sa sœur Philia.
SHD, Fonds Lorenzo Gervais ; P79, D1, P14.

HOMMAGE À NOS BRAVES

Dans la région, les recherches actuelles permettent d'identifier soixante-dix-huit hommes qui se sont enrôlés dans l'Armée canadienne, volontairement ou à la suite de la conscription, durant le conflit de 1914-1918. Huit d'entre eux ont fait le sacrifice ultime. Le centenaire de l'armistice est une occasion toute désignée de leur rendre hommage.

LES SOLDATS ORIGINAIRES DE DRUMMONDVILLE ET DES MUNICIPALITÉS ENVIRONNANTES

• Théophile Antaya	Cléomaine Lemire
Magloire Bacon	Edouard Letellier
Wilfrid Bélair	Austin Lloyd
Ulric Bellerose	Walter Lupien
Jean-Baptiste Bergeron	Horace Muir Lyster
Roméo Bernard	Harold William Lyster
Arthur Bernier	Antonio Marcotte
Joseph-Alfred Boisvert	Ivan Skrene Millar
Oscar Boisvert	Leslie Howard Millar
Joseph Brassard	Albert Mireault
Ludger Champoux	• Frederick Harry Mitchell
Elzéar Charpentier	• William Martin Montgomery
Rolland Chassé	Henri Moquin
• George-Étienne-Rosario Crochetière	Frank O'Brien
Louis De Vaudreuil	Walter Parenteau
Orez Demers	Joseph Prosper Michel Pélissier
Joseph Paul Denis	• Joseph Émile Pelletier
Joseph Alphonse Charles Dionne	Albert George Penticost
Georges-Albert Duclos	Maurice Perrier
Joseph Dupont	Lucien Poirier
Sam Eklund	Oscar Poulin
• Étienne Fréchette	Dolphis Provencher
Raoul Garceau	Nestor Provencher
George Edouard Gault	Herbert Stevens Pye
Lorenzo Gervais	Émile Rajotte
Patrick Gordon	Benjamin Trenholme Reed
Philippe Hamel	Alfred Rivard
Édouard Hamel	René Sévère
Antoine Hamel	Emery Smith
Charles-Édouard Hébert	Guy Smith
Henrik Heireth	Hermile Tessier
Esdras Lafrance	Alfred Tessier
Arthur Lamirande	• Robin Julian Trent
Alexis Lebeau	Philibert Vacher
Alcide Lemire	Louis Vallée
Rodrigue Lemire	David Vallière
Joseph Adélard Lemire	Adolphe Vandal
Roméo Lemire	Albert Vandal
Gladiolus Lemire	• Angus Dougall Joseph Watkins

M.F.W. 2589
20M-4-46 (9113)
H.Q. 1772-39-1377

LE PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE D'UNE PETITE BOURGADE

À l'aube de la Grande Guerre, Drummondville s'apprête à célébrer ses cent premières années d'existence. L'homme d'affaires Alexandre Mercure est le maire de la ville et le curé Frédéric Tétreau trône dans le presbytère de l'unique paroisse catholique de la petite bourgade, Saint-Frédéric. Drummondville compte alors à peine deux mille deux cents habitants. Ces derniers sont pour la plupart cultivateur, charpentier ou journalier dans les petites industries locales. Ils travaillent à la Fonderie Gosselin, à la scierie Campbell-MacLaurin Lumber, à l'usine de chaussures ou d'allumettes, au moulin à scie Mercure, dans l'une des deux manufactures de portes et fenêtres de la ville ou chez le voiturier Pepin. Une petite centrale électrique permet l'éclairage des rues de la ville et de quelques maisons bourgeoises. Avant la guerre, le développement de la petite localité centriquoise stagne, la plupart des grands industriels boudent la région et l'avenir y est peu prometteur. Cependant, l'entrée en guerre du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne et la participation des gens d'ici à l'effort de guerre interallié permet à Drummondville de retrouver le chemin du progrès, pavé par l'implantation d'un premier complexe industriel d'envergure, la *AEtna Chemical*. Pendant que nos braves combattent sur les champs de bataille européens, nos ouvriers travaillent dur dans les usines.

Vue aérienne du site de la AEtna Chemical, Drummondville, 1928.
SHD, Collection Abbé Jean-Noël Laplante ; P78-05.

L'EFFORT DE GUERRE À LA AETNA CHEMICAL

Durant la Grande Guerre, Drummondville se transforme en une méga-usine de munitions, propriété de la compagnie américaine *AEtna Explosives*. Dans les limites sud de la ville, le complexe industriel de quelque 135 hectares entreprend la production de 3 000 000 de kilogrammes de poudre propulsive destinée aux canons de la Russie. Pour mener à terme cet immense contrat, la poudrière embauche 2 500 journaliers, doublant ainsi, en quelques mois seulement, la population de la ville. L'usine, en plus de mobiliser une partie de la main-d'œuvre locale, recrute nombre d'immigrants originaires des îles britanniques, de l'Italie et de l'Europe de l'Est. Ainsi, Drummondvillois, Anglais, Polonais et Italiens participent côte à côte à l'effort de guerre des Alliés. Les ateliers tournent à plein régime et la commande destinée à l'armée russe est livrée avant la fin de l'année 1916. Par la suite, la fabrique de poudre à canon fonctionne au ralenti jusqu'à sa fermeture définitive, en janvier 1919.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL À LA POUDRERIE

Le salaire versé aux ouvriers de la poudrerie de Drummondville varie entre 0,20 $ et 0,35 $ l'heure. L'usine est en activité vingt-quatre heures sur vingt-quatre et trois équipes de travail se relaient jour et nuit, six jours par semaine. La production de poudre ne s'arrête que quelques heures le dimanche afin de permettre aux préposés à l'entretien d'inspecter l'équipement. Les risques d'accident sont élevés partout sur la chaîne de production. Les vapeurs toxiques, les produits chimiques et la poudre elle-même constituent des dangers mortels. Le 20 août 1916, les ouvriers de la Poudrière sont d'ailleurs témoins d'une terrible explosion dans l'atelier de malaxage de la poudre lorsqu'une simple étincelle d'électricité statique enflamme quelque 70 000 kilogrammes de poudre. L'incendie qui s'ensuit fait plusieurs blessés et cause la mort de neuf ouvriers, Calixte Nault, Guiseppe Gabucci, Giovanni Canestrari, Arthur Provencher, Nazareno Ceretti, Max Levine, Albert Charron, Charles Rafferty et Édouard Couillard.

Vue panoramique du complexe industriel de la AEtna Chemical, Drummondville, 1916.
SHD, Collection régionale ; C1.

LES OUVRIERS RACONTENT LA « POUDRIÈRE »

Au printemps 1977, une série d'entrevues est menée par François Gougeon, un étudiant du Cégep de Drummondville, auprès d'anciens journaliers de la Poudrerie de Drummondville. Ces témoignages de Wilfrid Roger, Hormidas Duplessis et Armand Paul sont des témoins privilégiés de l'effort de guerre drummondvillois. Ils permettent de mieux comprendre la vie quotidienne des civils dans les usines durant le grand conflit de 1914-1918. Les témoignages suivants sont tirés de l'enquête *Bref regard sur l'usine « La Poudrière »*.

On mangeait en travaillant, sur l'ouvrage, ou dans des petits lousses de production. Quand on sortait de l'usine, les contremaîtres nous demandaient souvent si on était prêt à reprendre un autre shift de travail. On avait alors juste le temps d'aller se chercher quelques sandwichs au restaurant en face de l'usine et on retournait travailler pour un deuxième huit heures [...]

Wilfrid Roger

Les gars tiraient du canon dans un coteau de sable, en arrière du «blending» et si ça n'avait pas assez de force, on reprenait la poudre [...]

Hormidas Duplessis

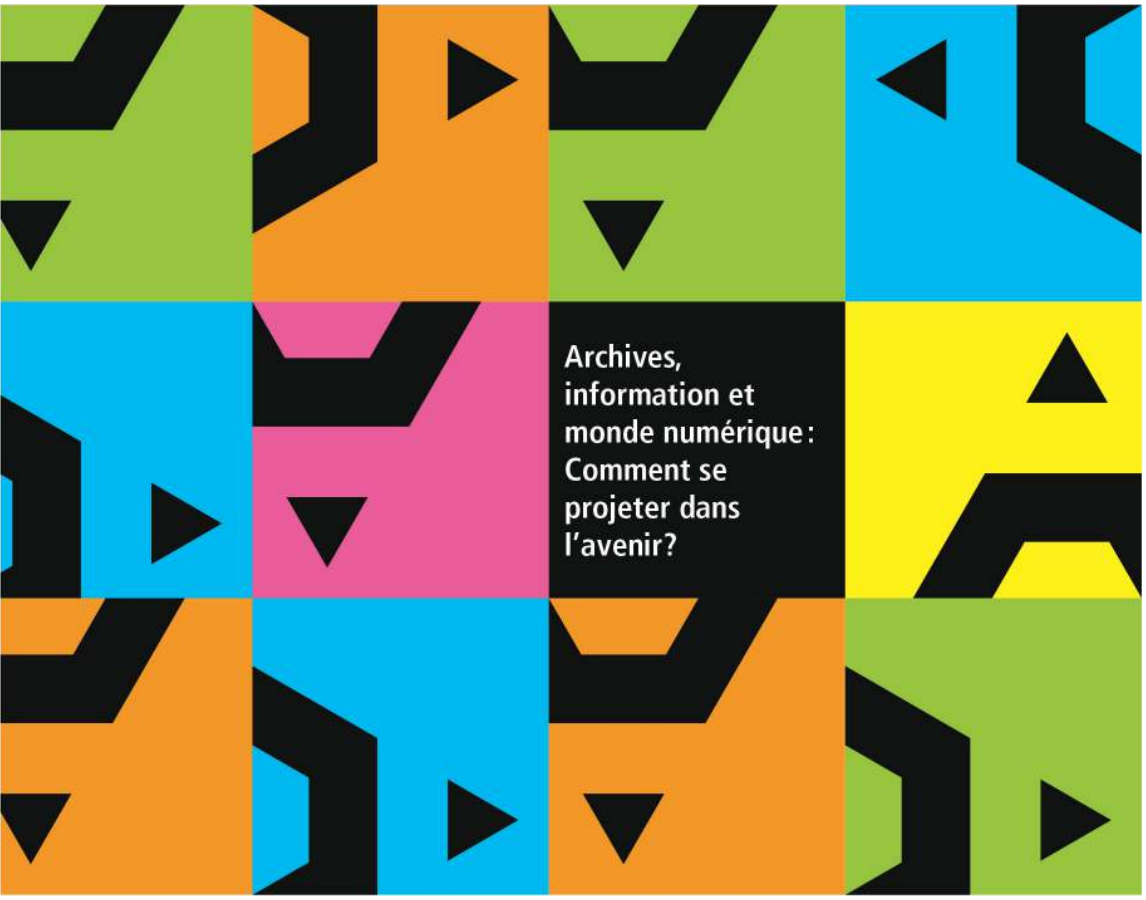
La poudre était tellement inflammable qu'un seul frottement d'une semelle dure d'un soulier sur le plancher pouvait déclencher une explosion [...]

Armand Paul

On travaillait toujours en ayant dans la tête qu'une explosion nous guettait. Au lieu des fenêtres ordinaires, on avait installé des portes sans barrure, allant librement dans un sens comme dans l'autre. Du moment qu'il se produisait en bruit suspect ou une lueur forte à l'extérieur, on sautait dedans à pieds joints pour s'épargner des feux [...]

Wilfrid Roger

Vestiges de la AEtna Chemical, Drummondville, 1980. SHD, Fonds Gérald Prince ; P85-002.



48e CONGRÈS DE
L'ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC

5 au 7 juin 2019
GATINEAU
http://congres.archivistes.qc.ca/

Sébastien Schneeberger
Député de Drummond-Bois-Francs
Leader adjoint du gouvernement

André Lamontagne
Député de Johnson
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministre responsable de la région du Centre-du-Québec

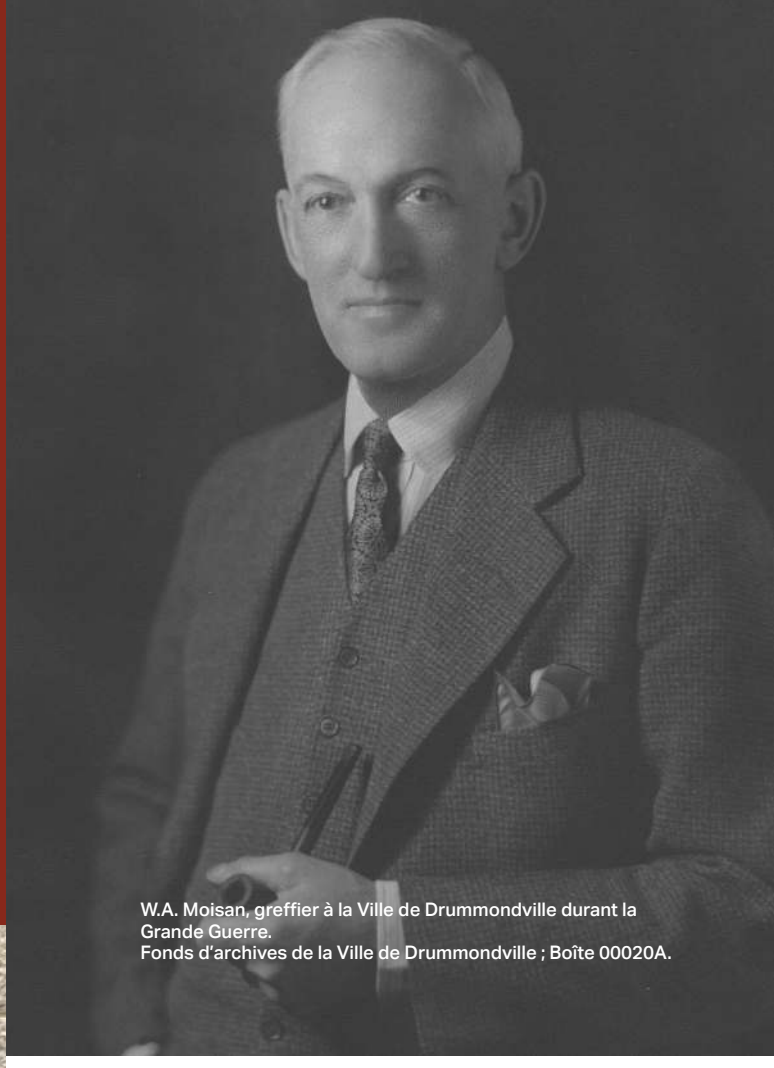
Fiers de la mission de la Société d'histoire de Drummond qui conserve les archives de la région et met en valeur les faits qui l'ont marquée!

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

ADMINISTRER UNE VILLE DURANT LA **GRANDE GUERRE**

par JONATHAN GUILBAULT, archiviste

Occupant le poste d'archiviste à la Ville de Drummondville, j'ai la chance d'avoir à ma disposition une quantité importante d'archives témoignant de l'évolution de l'administration municipale et de son histoire. J'aimerais vous partager mes principales observations de la lecture des minutes du conseil de la Ville de Drummondville de juillet 1914 à novembre 1918. Espérant que cet essai des résolutions adoptées pendant cette période sera un bon complément à votre lecture de la Réserve.



W.A. Moisan, greffier à la Ville de Drummondville durant la Grande Guerre.
Fonds d'archives de la Ville de Drummondville ; Boîte 00020A.

Jonathan Guilbault

LA VIE CONTINUE

Les besoins et le fonctionnement d'une ville ne s'arrêtent pas lorsqu'il y a une guerre, encore moins si la municipalité n'est pas directement affectée par le conflit armé. À la lecture des procès-verbaux du conseil de ville écrit par la main du greffier Moisan et parfois difficilement lisible, on remarque assez vite que la vie municipale suit son cours.

La Ville achète de l'« équipement » comme un cheval ou doit répondre à une demande de réclamation pour dommage à une automobile. Elle engage un inspecteur de la viande qui, en fin de compte, aura confisqué plus de 800 livres de bœuf et 1000 livres de lard, de volaille et de légumes jugés avariés. Un excès de vitesse automobile est inscrit au registre et on y trouve aussi une plainte au sujet d'un puisard obstrué par des branches et du fumier. En cette période, on procédera aussi à la construction du trottoir en béton sur la rue Lindsay ou encore à la numérotation par adresse des propriétés sur le territoire avec l'aide de l'ingénieur municipal. Une chose ne change pas ; l'impôt foncier ! Toutefois, à cette époque, on note qu'il pouvait y avoir plus d'une imposition foncière par année variant de 0.50 $ à 1$ par 100 $ d'évaluation des propriétés. Tout ceci n'est qu'une mince tranche du quotidien municipal révélé dans les registres.

Ainsi, la vie continue et la Ville procède à la construction d'un imposant kiosque « au parc » sur lequel ont lieu les festivités du 100e. Il est intéressant de faire remarquer que le 200e anniversaire de fondation, en 2015, est le premier centenaire à être célébré en temps de paix.

L'ARRIVÉE DE LA AETNA CHEMICAL

Une résolution nous donne la recette gagnante, d'il y a plus de 100 ans, pour attirer une entreprise à Drummondville : exemption de taxe pour au moins 10 ans, eau gratuite, terrain gratuit, 3 à 5 % du montant total des salaires annuellement payés par l'entreprise subventionné par la Ville.

On peut soupçonner que ces termes ont été discutés pour arriver à la signature du contrat avec la AEtna Chemical le 2 juillet 1915. En effet, c'étaient les avantages offerts aux industriels qui miroitaient l'idée de venir s'établir à Drummondville pendant une bonne partie de cette période. Assez rapidement, soit le 2 juin 1916, l'administration s'approprie le mot « la poudrière » pour désigner la AEtna Chemical.

Le plus gros impact pour l'administration municipale est l'arrivée de tous les travailleurs venant faire fonctionner l'usine. Cette implantation amène une

Un ouvrier au travail à l'usine de la Shawinigan Chemicals, 1941. Bibliothèque et Archives Canada.

Registre des procès-verbaux du conseil municipal de Drummondville, 1914-1918 ; P-7.

requête de la compagnie afin de fournir de l'eau filtrée à ses travailleurs. Les infrastructures municipales ne sont pas adéquates pour répondre à une population ayant presque doublé du jour au lendemain. La Ville entreprend immédiatement la construction de puits artésiens via un contrat donné à *Layne and Bowler*. La Ville lui demande de garantir un approvisionnement de 500 000 gallons par jour et de respecter les normes du Conseil Supérieur d'hygiène de la Province de Québec qui talonnait les administrateurs à ce sujet. Malheureusement, ce dossier déraille lorsque les travaux ne respectent pas le contrat et en force sa résiliation. S'en suivra une bataille juridique qui ira au-delà des années de guerre.

Les administrateurs doivent réguler de nouvelles activités économiques amenées par ce nouveau monde. À en juger les doléances apportées au conseil et les nouvelles réglementations visant directement certains types de commerce, on se questionne si ces nouveaux commerces pouvaient être déloyaux envers les marchands déjà établis sur le territoire. À titre d'exemple, la Ville adopte en septembre 1916 le « Règlement concernant les buanderies chinoises ». En plus de gérer une crise du logement avec cette arrivée massive de travailleurs, la Ville constate une augmentation des méfaits commis sur son territoire. Par conséquent, les administrateurs feront un suivi serré avec le « comité du feu et de la police » tout en augmentant ses effectifs. Le ralentissement des activités de l'usine, à la fin de la guerre, forcera la mise à pied de deux policiers afin de garder une saine gestion des finances.

PARTICIPATION ET POSITION

La Ville contribue financièrement par le biais de divers dons à l'effort de guerre. Ses administrateurs offrent une bonne partie des montants offerts à des œuvres venant en aide aux soldats blessés telles que la Croix rouge, le Fond de la Croix Rouge belge, la Société de la Croix Rouge de Londres et l'hôpital de Paris. En tout, c'est approximativement 600 « piastres », approximativement 13 000 $ aujourd'hui, qu'elle offre pour la cause. D'ailleurs, le Conseil « encourage fortement » son personnel à souscrire à l'obligation de l'*Emprunt de la Victoire* de 1918 croyant qu'il est le dernier droit avant la victoire des Alliés et « pour mettre fin à la barbarie allemande ».

La pièce de résistance dans ce domaine est la résolution anti-conscription adoptée le 8 juin 1917. On dénote même une calligraphie plus soignée du greffier montrant un désir de la mettre en évidence dans le registre. Tout en reconnaissant le sacrifice des volontaires et leur courage, la résolution est cinglante devant la possibilité d'y voir une conscription. Les membres du conseil « s'opposent de toute leur force » à celle-ci et la qualifient « d'attentat projeté à leur droit. ». Cette résolution sera envoyée directement au gouvernement fédéral pour être certain qu'il connaît leur position.

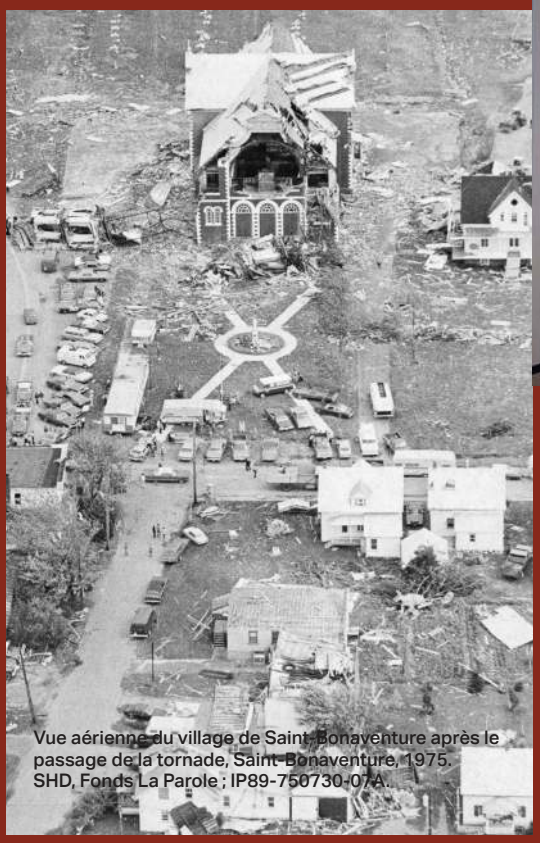
FIN DE LECTURE SUR UN CHAPITRE MACABRE

Le milieu de l'automne 1918 voit un difficile chapitre se dessiner pour la population et les administrateurs municipaux. En effet, le 4 octobre, le Conseil donne autorisation au bureau d'hygiène de prendre tous les moyens nécessaires pour tenter de limiter les ravages de la grippe espagnole. Malgré les mesures prises, la Ville estime que plus de 1000 personnes sont atteintes de la maladie et 50 décès sont confirmés à la fin octobre. Elle s'adresse à la population via une résolution imprimée en de nombreuses copies. Le conseil partage « [le] deuil et [la] tristesse d'un trop grand nombre de foyers » et « exprime publiquement la profonde sympathie […] pour les malheurs qui ont frappé la population ». Afin d'éviter la propagation, les rassemblements tels que les funérailles sont suspendus. Du même souffle, la Ville promet d'honorer les disparus de guerre ou de la maladie dans une grande célébration funèbre lorsque les circonstances le permettront.

AU MUSÉE >>>>>>>>>>>>>>

par GENEVIÈVE BÉLIVEAU, directrice générale

Au cours de l'année 2018, la Société d'histoire de Drummond a réalisé deux expositions temporaires, *Drummond à la Une* et *Entre seringues et scalpels*, en plus de son incontournable exposition annuelle, *Tous au front*, *Drummondville à l'heure de la Grande Guerre*. Permettant de mettre en valeur divers documents d'archives, ces expositions ont attiré plusieurs centaines de citoyens et de touristes de passage dans la région. D'ailleurs, à elle seule, l'exposition annuelle *Tous au front* présentée au Musée National de la Photographie a été visitée par plus de 3 500 personnes, incluant près de 2 000 élèves. Si vous avez manqué ces expositions, en voici un bref aperçu.



Vue aérienne du village de Saint-Bonaventure après le passage de la tornade, Saint-Bonaventure, 1975. SHD, Fonds La Parole ; IP89-750730-07A.

EXPOSITION TEMPORAIRE

DRUMMOND À LA UNE

Inspirée des manchettes de différents journaux d'époque, cette vitrine sur le passé proposait de redécouvrir certains faits marquants de notre histoire régionale depuis la fin du XIXe siècle. Les cinq événements ayant été ainsi exposés par *Drummond à la une* étaient les incendies de l'Église Saint-Frédéric de 1899 et de 1921, l'accident ferroviaire de 1928, le Congrès eucharistique de 1941, la saga de la construction du Pont de la Traverse de 1973 et la tornade de Saint-Bonaventure de 1975. En plus de mettre en valeur des coupures de presse, des photos d'archives et quelques artefacts, l'exposition rappelait l'importance de la solidarité humaine, autant dans les moments de joie que dans les tragédies.

EXPOSITION TEMPORAIRE

ENTRE SERINGUES ET SCALPELS

L'histoire médicale de la ville de Drummondville a connu de nombreux rebondissements depuis la fondation du premier Hôpital Sainte-Croix en 1910. Parmi ceux-ci, nommons entre autres la forte croissance démographique, la coexistence des régimes public et privé, la transition vers la médecine hospitalière moderne et l'étatisation des services de santé. Grâce aux photos et aux artefacts présentés par l'exposition *Entre seringues et scalpels*, la population avait l'occasion d'en apprendre plus sur l'évolution des services médicaux offerts à Drummondville au travers des six différents édifices ayant été occupés

par les hôpitaux Sainte-Croix et Michaud depuis le début du XXe siècle. En outre, la reconstitution d'une chambre d'hôpital de 1948 offrait une expérience des plus immersive aux visiteurs.

Patientes alitées dans une chambre du département de médecine pour femme de l'Hôpital Sainte-Croix en compagnie des infirmières, Mmes Boucher et Fleurant, Drummondville [vers 1945]. SHD, Collection Hôpital Sainte-Croix ; IP19-8.3f28.

EXPOSITION ANNUELLE

TOUS AU FRONT, DRUMMONDVILLE À L'HEURE DE LA GRANDE GUERRE

À l'occasion du 100e anniversaire de l'Armistice de 1918, la Société d'histoire de Drummond a consacré son exposition annuelle à la Grande Guerre, telle qu'elle fût vécue en région et au front. Plusieurs thèmes étaient ainsi touchés, dont l'enrôlement volontaire, la conscription, le service militaire en Europe, l'art de tranchée et l'effort de guerre, notamment le travail à l'AEtna Chemical. Un mur des braves présentant le nom de plusieurs soldats ayant servi sur les champs de bataille, plusieurs artefacts prêtés par le Musée du Royal 22e Régiment , et un mur de photos illustrant quelques scènes du quotidien de la Grande Guerre ont permis aux citoyens d'en apprendre plus sur ce conflit. Une pièce dédiée au soldat Lorenzo Gervais, originaire de la région, amenait d'ailleurs les visiteurs à le connaître plus intimement, notamment par la correspondance qu'il a entretenue avec sa sœur et ses parents et par les médailles qui lui ont été décernées à la suite de son service militaire.

L'HÔPITAL SAINTE-CROIX
AU CŒUR DE LA SANTÉ

par GABRIEL CORMIER, agent de projets culturels

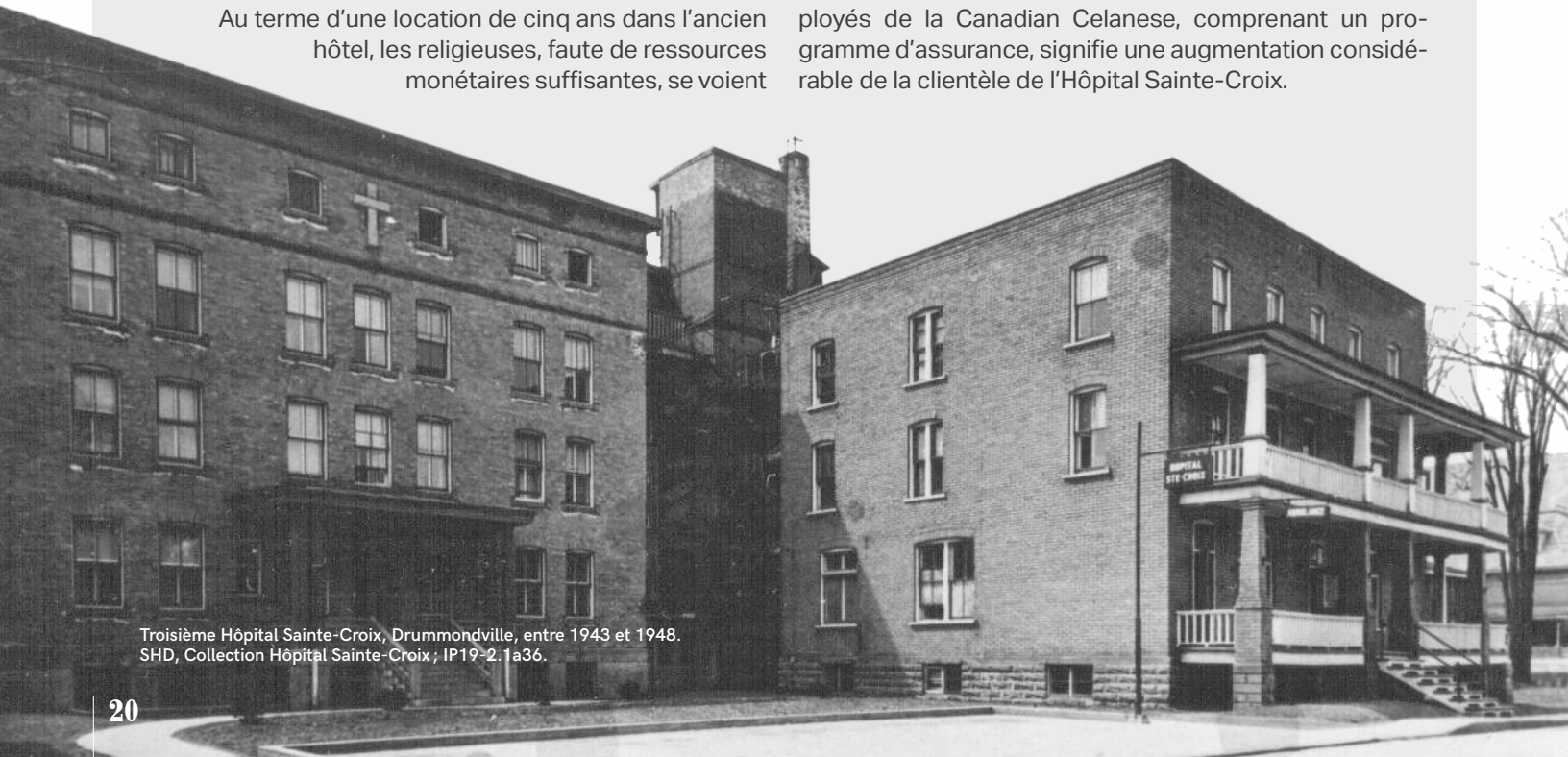
Le contexte sociosanitaire du Québec au début du XXe siècle n'est pas des plus sain et Drummondville n'y fait pas exception. En fait, ce sont les autorités municipales qui sont en charge de répondre aux besoins de la population locale, et ce, sans grand succès. Par exemple, lorsque survient une épidémie de petite vérole ou de scarlatine, les maisons des malades sont placardées et un avis signé des autorités défend à quiconque d'y entrer ou d'en sortir.

À l'automne 1910, l'abbé Frédéric Tétreau entreprend des démarches auprès de l'évêque de Nicolet, Mgr Brunault, pour doter Drummondville de son propre hôpital. Ceux-ci font alors appel aux Sœurs Grises de Nicolet, bien connues dans le secteur hospitalier, afin d'assumer la direction de la mission. Le 5 décembre de la même année, les Sœurs décident de s'installer dans l'ancien hôtel Corona situé au coin des rues Lindsay et Cockburn et d'opérer sous le nom d'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville. Trois œuvres y sont alors regroupées, soit un hôpital, un hospice pour personnes âgées ainsi qu'une pension pour jeunes filles. Essentiellement un lieu de charité, les revenus de la pension permettent aux sœurs d'assurer le fonctionnement minimal de l'établissement durant les premières années. Les médecins sont toutefois peu enclins à venir y offrir leurs services puisque les patients qui y sont traités n'ont pas souvent la capacité de payer leurs honoraires.

Au terme d'une location de cinq ans dans l'ancien hôtel, les religieuses, faute de ressources monétaires suffisantes, se voient offrir gracieusement l'ancien couvent des Sœurs de la Présentation afin d'y déménager l'hôpital. Situé au coin des rues Brock et Marchand, l'établissement demeure, encore une fois, sous-développé d'un point de vue médical. En effet, la plupart des activités qui y sont dispensées relèvent davantage de l'assistance sociale que des soins médicaux.

Afin d'améliorer leurs installations et de faire face à l'accroissement rapide de la population drummondvilloise, les Sœurs n'ont d'autres choix que de déménager à nouveau. Le chanoine Georges Mélançon et le curé Alfred Manseau font alors l'acquisition de l'hôtel Duclos de Saint-Germain, le font démolir, puis reconstruire sur le terrain adjacent à l'ancien couvent. Le nouvel hôpital ouvre ses portes en janvier 1927 et comprend désormais une salle d'opération et 18 lits. L'année suivante, l'institution accueille son premier chirurgien certifié, le Dr Lane Charpentier, permettant ainsi de rehausser la qualité des soins dispensés. Le Dr Charpentier met d'ailleurs en place le premier bureau médical de l'Hôpital Sainte-Croix en 1930 et organise l'établissement en plusieurs services structurés. Grâce à son expertise, le nombre de jours d'hospitalisation et de chirurgies augmente rapidement. En 1929, une première annexe est construite, puis, une deuxième en 1942, entre l'hôpital et la voie ferrée.

En 1945, la nouvelle convention collective des employés de la Canadian Celanese, comprenant un programme d'assurance, signifie une augmentation considérable de la clientèle de l'Hôpital Sainte-Croix.



Troisième Hôpital Sainte-Croix, Drummondville, entre 1943 et 1948.
SHD, Collection Hôpital Sainte-Croix ; IP19-2.1a36.

Prévoyant à nouveau un manque d'espace, les religieuses n'ont d'autres choix que d'entreprendre la construction d'un nouvel établissement en 1947, soit l'actuel Hôpital Sainte-Croix de la rue Heriot. Bâti au coût de 1 500 000 $, le nouveau centre hospitalier est ouvert aux patients en juillet 1949, et a une capacité d'accueil de 200 lits. L'ancien hôpital de la rue Brock prend alors le nom de Foyer Saint-Paul et y accueille les personnes âgées jusqu'à l'ouverture du Centre d'hébergement Frederick-George-Heriot en 1967.

Avec l'étatisation des services de santé dans les années 60, les Sœurs Grises de l'Hôpital Sainte-Croix mettent tout en œuvre pour se conformer aux nouvelles exigences. Malgré tout, celles-ci font face à plusieurs défis dont la baisse constante des effectifs religieux et un déficit cumulé de plus de 500 000 $ en dix ans. Ce déficit est principalement dû au nombre de jours d'hospitalisation qui montent en flèche suite à l'implantation de l'assurance-hospitalisation en 1961 et à la création de la Régie de l'assurance-maladie du Québec en 1969. Ajoutons à cela la création de la clinique d'urgence au début des années 1960. Pendant plusieurs années, celle-ci demeure embryonnaire. En effet, quand un patient s'y présente, la réceptionniste appelle le médecin de garde, qui n'est pas toujours présent à l'hôpital, afin qu'il se présente aux urgences. La présence d'une unité 24 heures sur 24 n'a finalement été instituée qu'à la fin des années 1960. Finalement, les Sœurs Grises officialisent la vente de l'hôpital au ministère des Affaires sociales du Québec en 1973.

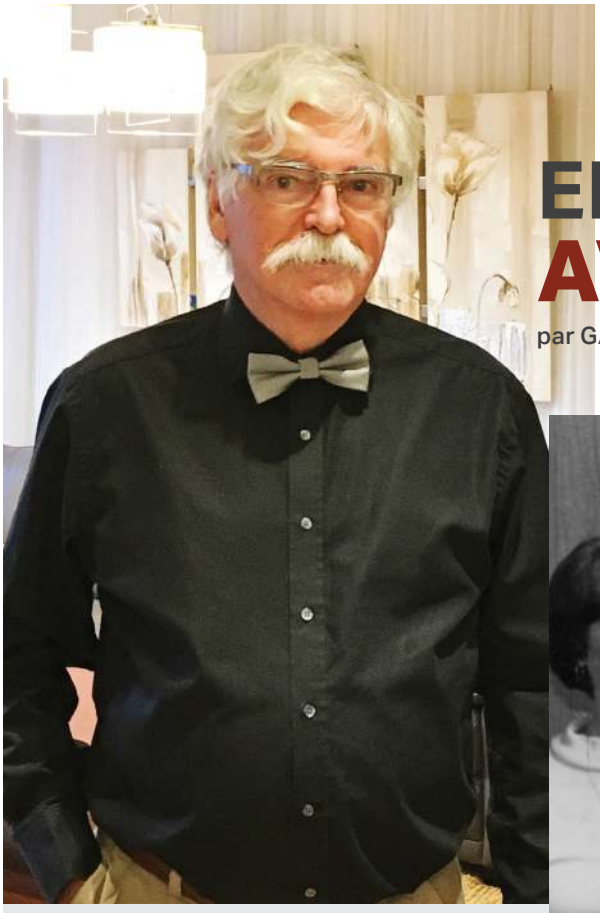
Depuis ce temps, plusieurs services médicaux spécialisés ont été développés, et ce particulièrement dans les années 1990. La diminution du nombre de lits au fil des ans s'explique ainsi par la modernisation de plusieurs départements tels que les soins intensifs, les urgences et le laboratoire, nécessitant plus d'espace. La construction du Centre famille-enfant, une priorité depuis la fin des années 1980, a finalement été mise en branle en 2015 avant d'être achevée en 2018, libérant ainsi de l'espace dans le pavillon principal.

Premier Hôpital Sainte-Croix établi dans l'ancien hôtel Corona, Drummondville, vers 1900.
SHD, Collection régionale ; C1-2.4d23.

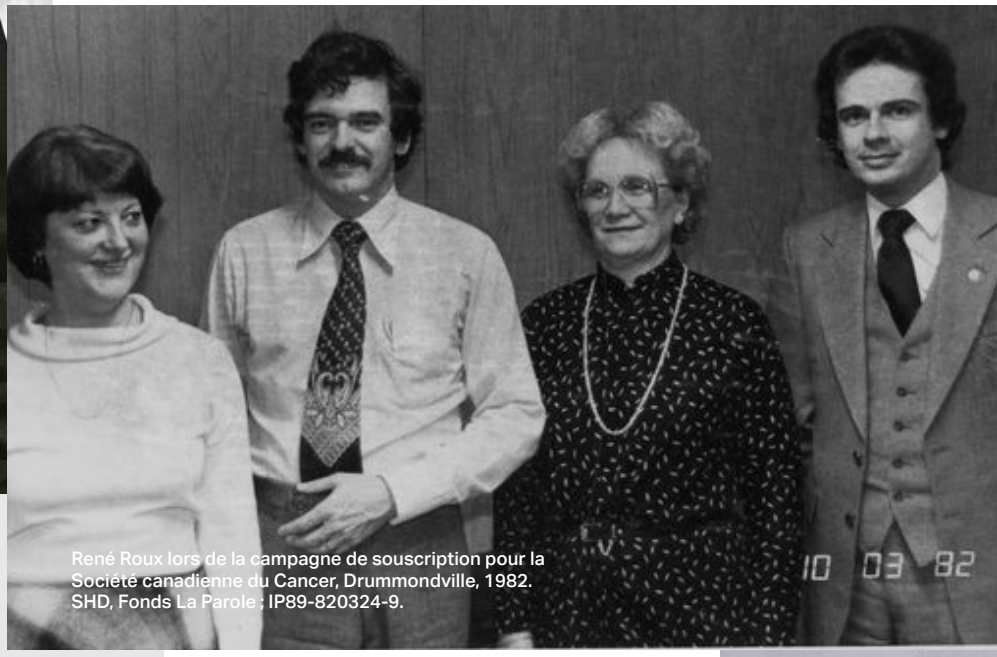
Hôpital Sainte-Croix actuel, Drummondville, 1962.
SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-000023.

ENTRETIEN AVEC Dr RENÉ ROUX

par GABRIEL CORMIER, agent de projets culturels



Dr René Roux dans le salon René-Roux de l'Hôpital Sainte-Croix, Drummondville, 2018.



René Roux lors de la campagne de souscription pour la Société canadienne du Cancer, Drummondville, 1982. SHD, Fonds La Parole : IP89-820324-9.

Originaire de Danville en Estrie, René Roux a toujours aimé étudier. Le choix de la médecine s'est fait au hasard en prenant en considération la longueur des études. Après ses études à Sherbrooke, il amorce sa pratique à l'âge de 29 ans, en septembre 1976, à l'Hôpital Sainte-Croix de Drummondville. Aujourd'hui âgé de 71 ans, le Dr René Roux demeure actif dans son domaine. Il s'est d'ailleurs mérité le prix Osler en 2012, hommage remis chaque année à un spécialiste faisant preuve d'excellence dans le domaine de la médecine interne générale.

Comment ont été vos débuts à l'hôpital ?

Bien que j'étais déjà venu à Drummondville, je ne connaissais pas du tout l'hôpital. La première fois que j'y suis entré, c'était mon premier jour de travail. J'étais le quatrième spécialiste en médecine interne sur place.

Aussitôt arrivé, aussitôt intégré, j'ai découvert un esprit de groupe, un esprit de famille. J'y ai reçu un accueil exceptionnel. Ce qui est extraordinaire est de constater que ce même accueil et ce même esprit de groupe et de partage de valeurs sont toujours présents dans l'hôpital.

Comment avez-vous vécu les grandes avancées médicales qui ont révolutionné la médecine depuis votre arrivée ?

À mes débuts, en 1976, l'hôpital comptait plus de lits qu'aujourd'hui, mais offrait quand même beaucoup moins de services. Nous dépendions énormément de Sherbrooke. Ce fut long avant de réaliser que le développement de l'offre de service qui passait entre autres par du développement technologique ne se faisait pas par « pensée magique ».

L'éveil s'est fait lorsque j'ai entendu dire vers 1985 qu'il y avait un projet de développement régional de la médecine nucléaire. Notre hôpital était exclu du projet ! C'était l'époque où la région de Trois-Rivières connaissait des difficultés économiques à la suite des fermetures de grandes usines. La régie régionale s'était attribué une

mission : aider au développement de la ville de Trois-Rivières en valorisant le développement médical. On a finalement eu notre première caméra en 1988, mais au prix de rencontres parfois très houleuses à la régie régionale.

Presque au même moment, nous voulions aussi obtenir une tomographie axiale. Après maintes procédures, le gouvernement nous a accordé le droit de développer la tomographie axiale et en plus d'en assurer le fonctionnement. Par contre, il nous a fallu financer l'appareil : l'ensemble des médecins de l'hôpital a contribué à raison de 1000 $ par année pendant trois ans, mais la plus grande partie de cet achat a été financée par M. Roger Dubois, le premier grand mécène de l'hôpital. M. Dubois est à l'origine de l'élan philanthropique exceptionnel envers la Fondation Sainte-Croix de l'hôpital dans les années qui vont suivre.

Cette caméra de médecine nucléaire en 1988 et l'ajout de la tomographie axiale en 1991 furent à mon avis une grande bougie d'allumage. Tout d'un coup, notre hôpital avait une capacité technologique supérieure à la moyenne des hôpitaux de la même grosseur. Nous projetions une image progressive et c'est fou comment cela a aidé au recrutement médical spécialisé et conséquemment à une amélioration très importante dans l'offre de services.

Pavillon Marguerite-D'Youville, Drummondville, 1973.
SHD, Fonds La Parole ; P89-730502-03.

Qu'est-ce qui vous étonne le plus dans l'évolution de la médecine ?

C'est la capacité phénoménale qu'on a maintenant d'investiguer. Ce qui est aussi remarquable, c'est l'amélioration de la survie du patient et la qualité du service médical qu'on peut offrir. Une conséquence à toutes ces avancées, c'est que plus nous avons la capacité de faire des tests, plus nous avons de chance d'en faire inutilement. Ces examens, lorsque non pertinents, consomment énormément d'énergie, de temps et de ressources financières et curieusement, ceux-ci peuvent même entraîner une augmentation des listes d'attente pour différents examens. Ainsi, il y a des risques que l'augmentation des coûts reliés à la non-pertinence puisse entraîner une diminution dans l'accessibilité aux soins.

Comment pensez-vous que les patients perçoivent l'hôpital ?

Ce qui me surprend le plus, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est que les gens ne sont pas si exigeants que ça, notamment pour l'aménagement physique de notre hôpital. En 2012, nous avons fait le constat que les lieux physiques de l'hôpital, dans son ensemble, que ce soit les chambres, les corridors ou l'accessibilité aux toilettes, n'étaient plus à la hauteur des services rendus. Nous avons même présenté un dossier au conseil d'administration demandant à entreprendre des démarches afin de mener, éventuellement, à la construction d'un hôpital neuf. Ce dossier a malheureusement été écarté afin de prioriser la réalisation du Centre famille-enfant et l'hôpital actuel n'est plus adapté aux besoins croissants de la population. Ce sera encore beaucoup plus vrai dans 20 ans, considérant l'augmentation et le vieillissement de la population. Je suis très surpris, au sein de notre communauté, que ce soit côté médical ou populationnel, qu'il n'y ait pas de questionnement là-dessus.

Quels sont les grands défis auxquels feront face le domaine de la santé et les hôpitaux dans le futur ?

Dans un avenir rapproché, le vieillissement de la population à Drummondville sera un enjeu majeur étant donné que la population de plus 65 ans demande davantage de soins. Puisque les gens n'ont plus le temps, ni la disponibilité, de s'occuper de leurs parents, les soins de fin de vie, très exigeants en ressources, seront de plus en plus souvent confiés à l'État. Ceci va contribuer à l'engorgement des urgences et à l'engorgement des lits actifs dans les hôpitaux. Il devra y avoir une réorientation des budgets et un ajustement dans l'organisation de l'offre de service pour cette catégorie de personnes.

ONCE UPON A TIME...

LA PETITE HISTOIRE DES ÉCOLES ANGLOPHONES DE DRUMMONDVILLE

par MARTIN BERGEVIN, archiviste

En janvier 2019, la Société d'histoire de Drummond procédait à l'extraction d'une capsule temporelle déposée soixante-dix ans plus tôt derrière la pierre angulaire du Drummondville High School, construit au 555 rue des Écoles en 1948 et inauguré au début de l'année scolaire 1949. Le dévoilement de son contenu au grand public est une belle occasion de redécouvrir la petite histoire des écoles anglophones présentes dans la région depuis les premiers balbutiements de la colonie fondée en 1815.

Maison d'école des familles Millar, Cooke et Trent, construite sur la rive nord de la rivière Saint-François, Drummondville, 1866-1890. SHD, Fonds Famille Millar ; P3-2.5B41.

LES CLASSES DU HANGAR, DU PRESBYTÈRE ET DES PETITES MAISONS D'ÉCOLE

Un an seulement après la fondation de Drummondville, les colons-défricheurs - majoritairement anglophones - expriment aux autorités coloniales leur désir de faire bénéficier leurs enfants des avantages de l'instruction. C'est ainsi qu'une première salle de classe s'ouvre en 1816 dans l'une des trois baraques militaires du hameau - communément appelé les « Hangars du roi » - qui sert à la fois d'école, de Cour de justice et de lieu de culte tant pour les protestants que pour les catholiques. Les recherches actuelles permettent de localiser l'emplacement de cette école rudimentaire dans la basse-ville, à proximité de l'intersection des rues Heriot et Wood.

Puis, au début des années 1840, la baraque qui abrite l'école tombe en ruine. En 1842, le recteur de l'église St. George, le révérend Ross, quitte son presbytère et se fait construire une résidence modeste, mais confortable - sur le site actuel du Collège Saint-Bernard - connue sous le nom de « Oatland Cottage ». Préoccupé par l'éducation de ses paroissiens, son ancien presbytère sert dès lors d'école et de bibliothèque.

D'autres informations nous permettent de souligner l'existence d'une maison d'école, tenue par les sœurs Charlotte et Sophia Willis sur la rue Heriot, vers 1845. On dit que Miss Charlotte adorait la musique et les arts, que les murs de sa classe étaient tapissés de dessins et qu'elle se plaisait à nommer son école de manière poétique « Cottage Tranquil ».

Une petite maison en bois ronds, construite en 1866 sur la rive nord de la rivière Saint-François, fait aussi office d'école et accueille les enfants des familles anglophones du secteur, notamment les Millar, les Cooke et les Trent. La petite histoire fait mention d'un maître d'école irlandais, Mr. Trevor, doté d'une grande érudition, mais surtout reconnu pour sa sévérité… et ses penchants pour l'alcool. Lorsqu'il était sobre, disait-on, il pouvait réciter Shakespeare et nombre d'autres classiques de la littérature anglaise. En 1890, la petite école est transformée en chalet d'été par Misses Robins et McDougall. Ces dernières lui donnent alors le nom de « Obadin Cottage ».

Les documents d'époque, comme les rapports annuels des curés ou ceux des inspecteurs d'école, nous permettent de confirmer la présence de plusieurs autres écoles du même genre, parmi lesquelles notons celle de la maison Watts (aujourd'hui la boulangerie Chez Ludovic, au coin des rues Heriot et Lowring) et celle de la rue Brock, tenue par Miss Stewart. Ces rapports permettent également de constater qu'avant les années 1900, les enfants anglophones, qu'ils soient catholiques ou protestants, fréquentent les mêmes écoles.

Cette mixité des confessions religieuses dans les salles de classe semble toutefois s'atténuer dès 1912-1913 alors que les protestants ouvrent les portes d'une première école digne de ce nom à Drummondville, située à proximité du cimetière St. George. L'institution scolaire est connue sous le nom de Riverview School. Dès lors, les élèves anglophones catholiques, Irlandais pour la plupart, fréquentent les écoles francophones de la ville, comme le Couvent de la Présentation (vers 1900), l'école Garceau (vers 1910), l'école Sainte-Thérèse (vers 1935) ou l'école Saint-Frédéric (vers 1940), dans lesquelles des classes sont offertes en anglais.

L'ÉCOLE RIVERVIEW

Durant les premières années, l'école protestante Riverview, communément appelée « l'école anglaise », ne compte qu'une seule pièce et dessert les élèves de niveau élémentaire (1ère-4e année). Un deuxième étage est ajouté au petit bâtiment rectangulaire au début des années 1920 et permet d'aménager une deuxième salle de classe réservée aux écoliers de niveau intermédiaire (5e-8e année).

Au cours des décennies 1920-1930-1940, le manque d'espace et l'accroissement du nombre d'élèves font en sorte que certaines classes se tiennent au Bureau d'enregistrement (Cour de justice) de Drummondville, situé dans le parc Saint-Frédéric. Des informations tirées de la tradition orale affirment d'ailleurs que les élèves avaient congé d'école lorsqu'un procès était tenu à Drummondville durant l'année scolaire. Au grand malheur de certains, ces congés ne devaient pas être fréquents si l'on en croit les journaux d'époque qui indiquent qu'à cette époque, la criminalité dans la région ne se résume qu'à des vols de légumes dans les jardins et de quelques poules.

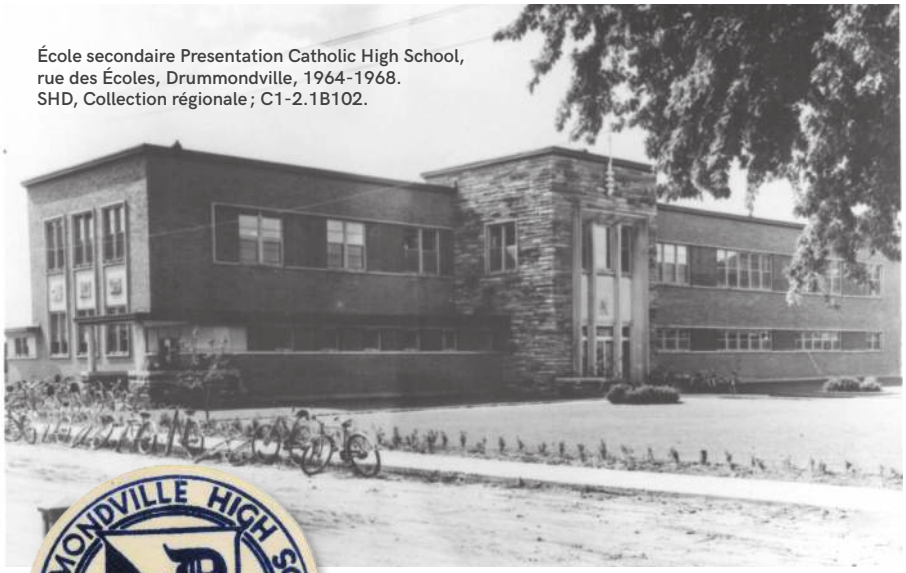
École protestante Riverview, rue Heriot, Drummondville, 1912-1948.
SHD, Fonds Famille Trent ; P4-2.1B1.

Écusson de l'école Riverview.
Collection Leonard Desfossés.

En 1930, la Commission scolaire protestante procède à un nouvel agrandissement de l'école Riverview. Les rénovations doublent la superficie du bâtiment et permettent à la fois d'augmenter le nombre de classes à six et d'offrir les programmes de niveau secondaire (9e -10e année) jusqu'en 1948-1949 alors que les élèves sont redirigés vers le Drummondville High School, une nouvelle école construite à leur intention sur la rue des Écoles. Le bâtiment de l'école Riverview sert par la suite d'entrepôt pour la Southern Canada Power.

L'ÉCOLE DRUMMONDVILLE HIGH SCHOOL ET L'ÉCOLE PRESENTATION CATHOLIC HIGH SCHOOL

Inaugurée officiellement en avril 1949, l'école secondaire Drummondville High School (DHS) offre à la communauté anglophone des commodités modernes, dont treize classes, un gymnase et une bibliothèque bien garnie. Entre 1949 et 1968, l'établissement scolaire du 555 rue des Écoles accueille les élèves de niveau élémentaire, intermédiaire et secondaire, c'est-à-dire de la première à la onzième année. Plus de deux cents enfants, majoritairement issus de la communauté protestante, profitent alors des nouvelles installations.



École secondaire Presentation Catholic High School, rue des Écoles, Drummondville, 1964-1968. SHD, Collection régionale ; C1-2.1B102.

Écusson de l'école Drummondville High School. Collection Leonard Desfossés.

Dès 1964, les enfants catholiques d'expression anglaise sont quant à eux réunis au 415 rue des Écoles, dans les anciens locaux de l'école des Arts et Métiers. Cette nouvelle institution scolaire est alors connue sous l'appellation Presentation Catholic High School (PCHS) et est dirigée par les Sœurs de la Présentation de Marie.

L'ÉCOLE RICHMOND REGIONAL HIGH SCHOOL ET L'ÉCOLE DRUMMONDVILLE ELEMENTARY SCHOOL

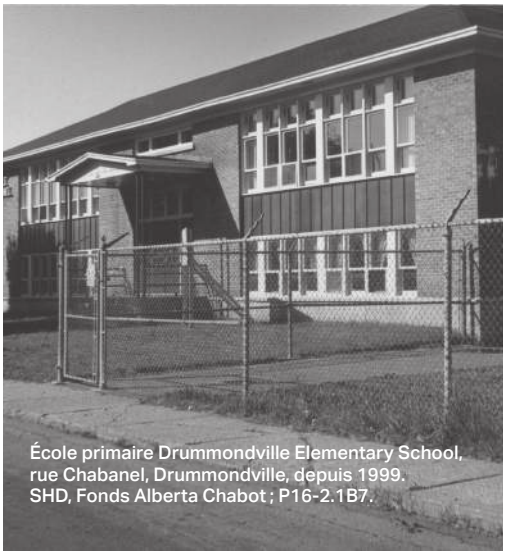
École Drummondville High School, puis Drummondville Elementary School, rue des Écoles, Drummondville, 1948-1982. SHD, Collection régionale ; C1-2.1B103.

En 1967-1968, l'école Richmond Regional High School est construite et dessert les districts scolaires de Richmond, Danville, Asbestos, Windsor et Drummondville. Ainsi, dès le printemps 1968, les étudiants de septième à la onzième année du Drummondville High School, de même que ceux du Presentation Catholic High School sont forcés de poursuivre leur parcours académique à Richmond. Les protestants de niveau élémentaire continuent quant à eux de fréquenter le 555 rue des Écoles, mais l'édifice est désormais connu sous le vocable Drummondville Elementary School.

L'année suivante, une entente survient entre la Commission scolaire protestante et la Commission scolaire catholique dans le but de regrouper les élèves de niveau élémentaire au Drummondville Elementary School. L'entente met fin aux activités d'enseignement du Presentation Catholic High School. Ainsi, à compter de 1969, les enfants catholiques et protestants de la région fréquentent une fois de plus les mêmes salles de classe et cela jusqu'en 1982 alors que tous les écoliers du DES rejoignent finalement ceux de niveau secondaire à Richmond. L'édifice de la rue des Écoles abrite par la suite la Bibliothèque municipale de la ville durant plus de trente-cinq ans, soit de 1982 à 2017.

DE NOS JOURS...

Durant les décennies 1980-1990, la ville de Drummondville voit sa population s'accroître et l'arrivée massive de nouveaux citoyens anglophones soulève de nouveaux besoins, notamment la question de l'enseignement en anglais. Ainsi, l'école Drummondville Elementary School rouvre ses portes en 1998-1999 dans les anciens locaux de l'école Chabanel et accueille depuis les écoliers de la prématernelle à la sixième année scolaire.



École primaire Drummondville Elementary School, rue Chabanel, Drummondville, depuis 1999. SHD, Fonds Alberta Chabot ; P16-2.1B7.

LA BOUTIQUE GRENIER CHAUSSURES

HUIT DÉCENNIES À CHAUSSER LES DRUMMONDVILLOIS AU CENTRE-VILLE

par MARTIN BERGEVIN, archiviste

Frédéric Grenier, l'actuel propriétaire de la boutique Grenier Chaussures, célébrait en 2018 le quatre-vingtième anniversaire de l'établissement de son commerce au centre-ville de Drummondville. Il est assez rare de nos jours pour une entreprise de souffler sur autant de chandelles à la fois et cet événement historique est une occasion toute désignée de se rappeler le parcours des premiers propriétaires de la boutique, ses parents Georges Grenier et Thérèse Élie.

Georges Grenier (1907-1970) est le fils de Philippe Grenier, cultivateur, et de dame Élodie Brodeur. Il naît à Chambly, dans la paroisse Saint-Joseph, le 16 août 1907. Lorsqu'il emménage à Drummondville, à la fin des années 1930, la ville est florissante, les industries sont nombreuses et la population ne cesse de croître. Le contexte socioéconomique est propice à l'implantation de nouvelles entreprises du secteur des biens de consommation et Georges compte en tirer profit.

AU TEMPS DU 188 ET DU 183 RUE HERIOT, 1938-1963

C'est ainsi qu'en mars 1938, Georges quitte son travail de contremaître à la Celanese et ouvre la boutique Georges Grenier Chaussures dans un petit local du centre-ville, situé au 188 rue Heriot. Après quelques mois seulement, la boutique déménage juste en face, au 183 rue Heriot, et les petites annonces publiées dans un annuaire téléphonique de l'époque le présentent alors comme un « représentant autorisé des fameuses marques *Coty*, *Masterbuilt* et *Westminster* reconnues pour leur qualité et leur confort ». Les affaires vont bien et les clients affluent. Le commerce n'est certes pas le plus grand employeur de la ville, mais il compte tout de même quelques employés. Thérèse Élie y travaille d'ailleurs comme commis avant d'unir sa destinée à celle de Georges.

Thérèse (1917-1999) est la fille de Édouard Élie, commis-vendeur chez le marchand de meubles Légaré, et de dame Marie-Rose Leclerc. Elle naît à Baie-du-Febvre, dans la paroisse Saint-Antoine, le 25 mars 1917. Ses parents s'installent à Drummondville durant les années 1930 et la famille Élie habite un petit logement de la rue Lindsay, à proximité de celui de Georges. C'est probablement dans ces circonstances que Georges et Thérèse se rencontrent et tombent amoureux. Georges épouse donc Thérèse le 1er août 1938 à l'église Saint-Frédéric de Drummondville. De cette union naissent huit enfants : Luc, Hélène, Madeleine, Yves, Claude, Esther, Frédéric et Bernard.

AU TEMPS DU 197 RUE HERIOT, 1963-2011

Au printemps 1963, Georges et Thérèse annoncent le déménagement de la boutique dans le journal La Parole et présente à leur clientèle leur nouvel espace, deux fois plus grand que le précédent, de même que leurs nombreux produits : « souliers pour dames *Monaco* et *White Cross*, souliers pour enfants Packard et Savage, souliers pour hommes *Oakwood* en exclusivité et souliers italiens *Madras* ». Les enfants grandissent et travaillent pour l'entreprise familiale. En 1984, Thérèse prend sa retraite et passe le flambeau à Madeleine, Yves et Frédéric. Quelques années plus tard, Frédéric devient l'unique propriétaire de la boutique et s'associe, en 1999, au groupe Bülle Chaussures, un regroupement de marchands indépendants pancanadien.

AU TEMPS DU 287 RUE LINDSAY, DEPUIS 2011

En septembre 2011, la boutique déménage pour la troisième fois de son histoire et quitte la rue Heriot après y avoir élu domicile soixante-quatorze ans plus tôt. La clientèle, toujours fidèle, fréquente désormais le 287 rue Lindsay pour se procurer ses chaussures « mode et confort ». À titre de membre du groupe Bülle, M. Grenier profite d'un grand pouvoir d'achat et se rend chaque saison en Europe afin de sélectionner des modèles exclusifs provenant notamment d'Espagne, d'Italie et d'Allemagne. Cette initiative lui permet d'offrir à ses clients une vaste gamme de souliers de qualité à juste prix.

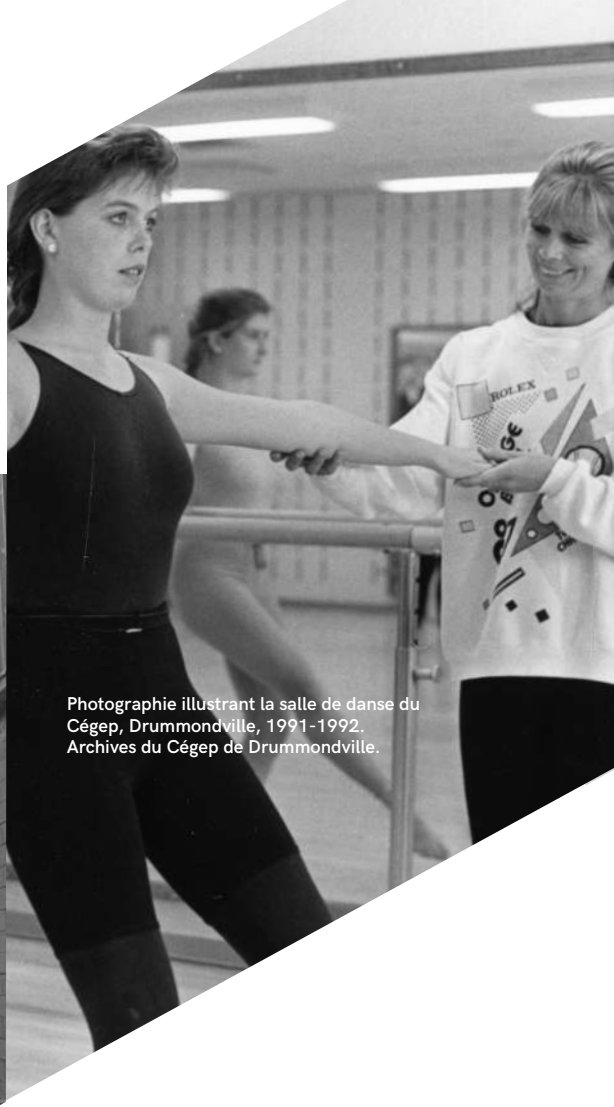
Aujourd'hui, après plus de huit décennies d'existence, la boutique Grenier Chaussures embauche une dizaine d'employés qualifiés et peut se targuer d'être le commerce le plus ancien du genre, mais également le plus grand et le plus moderne du centre-ville de Drummondville.

1- Portrait de Georges Grenier (1907-1970), fondateur de la boutique G. Grenier Chaussures. Collection Frédéric Grenier ; 2- Portrait de Thérèse Élie (1917-1999), épouse du fondateur de la boutique G. Grenier Chaussures. Collection Frédéric Grenier ; 3- La boutique G. Grenier chaussures, 183 rue Heriot, Drummondville, 1938-1963. SHD, Fonds Réal Garneau ; P101-C09.

Cégep de Drummondville

Groupe d'étudiantes et étudiants lors de la rentrée au Cégep, Drummondville - 1983. Archives du Cégep de Drummondville.

Construction de l'atrium du Cégep, Drummondville, 1982. SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-009460.



Photographie illustrant la salle de danse du Cégep, Drummondville, 1991-1992. Archives du Cégep de Drummondville.

CRÉATEUR D'AVENIR : LE CÉGEP DE DRUMMONDVILLE DEPUIS 50 ANS

par GENEVIÈVE BÉLIVEAU, directrice générale

par GABRIEL CORMIER, agent de projets culturels

Plaçant la réussite et l'accessibilité au cœur de ses valeurs, le Cégep de Drummondville est un établissement d'enseignement supérieur dont l'histoire est fascinante. En effet, la rétrospective des 50 dernières années du Cégep de Drummondville démontre à quel point celui-ci a été un véritable créateur d'avenir pour plusieurs générations d'étudiantes et d'étudiants.

Avant la mise sur pied de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, de laquelle a découlé le Rapport Parent, en 1964, l'enseignement supérieur était difficile d'accès, contraignant et onéreux. Parmi les réformes proposées par le Rapport Parent, nommons, entre autres, la création du ministère de l'Éducation et l'implantation d'établissements d'enseignement collégial par le gouvernement. Si le ministère de l'Éducation est créé dès 1964, il faut attendre quelques années avant la naissance des collèges d'enseignement général et professionnel, soit à partir de 1967.

Vue aérienne du Campus de Drummondville du Collège régional Bourgchemin.
SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-009005.

Membres de la direction et du conseil d'administration devant la maquette du futur Cégep, Drummondville, [vers 1980].
Archives du Cégep de Drummondville

Malgré l'implantation des cégeps au niveau national, ce n'est qu'avec la création du Consortium de Drummondville, en 1968, que l'enseignement collégial s'organise dans la région. Exigeant des droits de scolarité relativement élevés pour l'époque - 350 $ par étudiant - seuls les plus fortunés ont alors accès à ce niveau d'éducation. L'association avec le Cégep de Saint-Hyacinthe, en 1969, puis la création du Collège régional Bourgchemin, en 1970, divisé entre les campus de Saint-Hyacinthe, Drummondville et Sorel-Tracy, permettent enfin aux jeunes de poursuivre des études postsecondaires à moindre coût. D'abord répartis sur plusieurs sites, les services du Campus de Drummondville sont regroupés en 1973 grâce à des locaux préfabriqués et installés en annexe au pavillon principal de la rue des Écoles. Les étudiants et le personnel ont enfin accès à de nouvelles classes, à une bibliothèque, à un gymnase et à un café étudiant.

Après plus d'une décennie d'ajustements et de consolidation, l'enseignement collégial prend un nouveau tournant avec la fin de la régionalisation et la création du Cégep de Drummondville à titre d'établissement autonome, en 1980. En devenant une entité à part entière, il s'avère nécessaire, pour la direction, de se pencher sur la construction d'un nouveau bâtiment adapté aux orientations éducatives et aux besoins de la population étudiante. Ouvert aux étudiants en 1983, le nouveau cégep de la rue Saint-Georges est victime de sa popularité et nécessite rapidement des travaux d'agrandissement qui seront complétés en 1986. En effet, la capacité d'accueil avait été estimée à 925 étudiants, alors qu'ils sont 1 600 à fréquenter le Cégep dès l'hiver 1983.

À partir de 1986, le Cégep de Drummondville connait un essor fulgurant et amorce un virage technologique notable, passant d'une dizaine de micro-ordinateurs en 1985 à un parc informatique constitué de plusieurs centaines d'appareils en 1990. Divers services étudiants sont également développés durant cette période, dont la mise en place d'une garderie, en 1987, qui accorde la priorité de ses places aux étudiants, et l'ouverture officielle du Centre d'aide en français (C.A.F), en 1988, qui soutient les élèves ayant des difficultés en français. Devant la hausse constante des effectifs étudiants, le Cégep doit à nouveau se lancer dans un nouvel agrandissement au début des années 1990. Cette fois-ci, ce sont les locaux d'enseignement, les laboratoires ainsi que le secteur de la musique qui sont visés par le projet.

L'approche du nouveau millénaire est synonyme de réforme, de mobilisation et de modernité. Dès 1994, un nouveau logo est dévoilé, illustrant notamment des mains et des livres. Toujours en vigueur aujourd'hui, ce logo incarne l'une des valeurs fondamentales du Cégep de Drummondville, soit l'accessibilité aux savoirs. Le Cégep de Drummondville profite également de cette période pour réfléchir sur ses programmes, ses objectifs et ses orientations en créant le Projet éducatif. Initiant une réforme de l'enseignement collégial offert dans l'établissement, ce projet a donné lieu à des résultats concrets d'amélioration de l'action éducative.

Le début des années 2000 est toutefois perturbé par un incident majeur, soit l'incendie du Département de musique, survenu le 28 janvier 2003, causant d'importants dégâts aux locaux et aux équipements. Un autre événement ayant caractérisé le début du millénaire est la grève étudiante de 2005. Pendant plus de deux mois, ils ont été nombreux à manifester devant les portes de l'établissement.

L'histoire récente du Cégep de Drummondville est marquée par deux événements majeurs, soit le printemps érable de 2012 et la réalisation de divers projets d'infrastructures. Il est d'abord impossible de passer sous silence la grève étudiante générale illimitée du printemps 2012. En effet, des milliers d'étudiants et de citoyens sortent dans la rue en réponse à l'augmentation projetée des droits de scolarité universitaire par le gouvernement de Jean Charest. Pendant de nombreuses semaines, le Cégep de Drummondville fait partie du mouvement et il faut attendre l'élection du gouvernement de Pauline Marois, en septembre, pour que la hausse des frais de scolarité soit annulée et que le conflit prenne fin. Depuis ce moment de crise, le Cégep de Drummondville fait peau neuve, notamment par de vastes projets de rénovation, dont celui de la Salle Georges-Dor, en 2013 et en 2018, du gymnase Desjardins, en 2014, et de la Bibliothèque et d'un centre de recherche dédié à la gérontologie, en 2018.

Fort de cette histoire et fier d'avoir instruit plusieurs générations d'étudiantes et d'étudiants au fil des ans, le Cégep de Drummondville est maintenant tourné vers l'avenir et prêt, plus que jamais, à poursuivre sa mission éducative. Que ce soit par le dévouement des membres de son personnel, par ses nombreux programmes préuniversitaires et techniques reconnus, par la vitalité de sa vie étudiante ou par la qualité de ses installations et de ses équipements, le Cégep de Drummondville est un formidable lieu d'apprentissages, d'épanouissement et de réussites, accessible à tous !

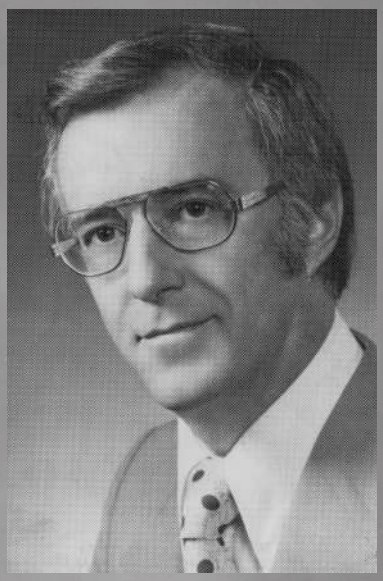
LAFERTE
Les meilleurs prix, sans compromis

UNE COMPAGNIE QUI DÉFIE LES PRONOSTICS

par GABRIEL CORMIER, agent de projets culturels

Dès le début du XXe siècle, Joseph-Antoine Laferté (1875-1960), originaire de Saint-Germain-de-Grantham, est actionnaire et gérant d'une compagnie de bois de construction : la Moose Park Lumber Company de Manseau. Puis, en 1926, l'homme d'affaires fonde son propre magasin de bois et de matériaux de construction, *J. A. Laferté*. Malheureusement, en 1950, son fils Gérard, gérant de la boutique depuis de nombreuses années, se noie malencontreusement lors d'une excursion de chasse. Le petit-fils de Joseph, Jacques, alors âgée de 18 ans, quitte ses études afin de travailler pour son grand-père et prendre, éventuellement, la relève.

Quelques mois plus tard, Joseph-Antoine Laferté, âgé de 75 ans et se dirigeant vers la retraite, vend ses commerces de Drummondville et de Saint-Hyacinthe à Val Royal, alors un important compétiteur sur le marché de matériaux de construction. Jacques Laferté, laissé de côté lors de la transaction de 1950, travaille pour eux pendant plusieurs années sans que ceux-ci ne consentent à lui vendre des actions de l'entreprise. Jacques en profite toutefois pour élargir son réseau en œuvrant au sein de la Jeune Chambre de Commerce de Drummondville pendant plusieurs années et notamment comme président en 1957.



Portrait de Jacques Laferté, Drummondville, 1979.
SHD, Fonds La Parole ; IP89-790328-18.

En 1960, Jacques quitte *Val Royal* pour fonder Jacques Laferté Ltée en compagnie de Claude Léger et Jacques Letendre. N'ayant pas les moyens d'acquérir un terrain à Drummondville même, les associés décident d'ouvrir une boutique de bois et de matériaux de construction en milieu rural, soit sur le 4e rang de Drummondville. Rappelons qu'à l'époque, le chemin est en terre battue et que celui-ci est parfois impraticable l'hiver. Même si la superficie du commerce est restreinte (560 pi. ca.), le chiffre d'affaires annuel atteint 1,5 million de dollars seulement quelques mois après la mise en opération du magasin. L'établissement comprend alors quatre employés, un camion, un bureau et un entrepôt.

Plusieurs demeurent toutefois sceptiques quant à la réussite de ce projet dans une zone si peu développée. Or, Jacques Laferté est persuadé que l'expansion de la ville se

Magasin J. A. Laferté fondé en 1926 par Joseph-Antoine Laferté, Drummondville, avant 1950.
SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-026959.

Commerce Jacques Laferté Ltée. fondé en 1960 par Jacques Laferté, Drummondville, 1965. SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-005359.

dirigera vers le 4e rang puisque la partie nord-est est bordée par la rivière Saint-François et que la cité s'étend déjà sur cinq milles de long contre seulement un mille de large. L'avenir lui donne rapidement raison lorsqu'en 1971, le 4e rang devient le boulevard Lemire. Dès lors, Jacques Laferté et Claude Léger, alors son seul associé, construisent un commerce d'une superficie de 12 000 pi. ca. à l'emplacement même de la petite boutique ouverte en 1960. Le bâtiment original est, quant à lui, déménagé au coin des rues Cockburn et Pelletier et sert au parc Laurent-Bernier jusqu'au début des années 2010. De son côté, le nouveau magasin compte sur des départements de plomberie, de peinture, de quincaillerie et de fournitures électriques. Puis, en 1972, s'ajoutent les tapis et les armoires de cuisine. La décoration, l'isolation et l'asphaltage suivent au cours de la même décennie. Considérant la diversification et l'expansion rapide de l'entreprise, Jacques Laferté fait passer la superficie du magasin de 12 000 pi. ca. à 25 000 pi. ca. en 1974.

Après avoir acquis un commerce à La Présentation en 1969, l'homme d'affaires greffe un troisième magasin à sa compagnie en 1977, cette fois-ci à Plessisville. Puis, peu de temps après, *Les Armoires et Tapis Laferté Ltée* s'installent à Trois-Rivières. En 1979, le chiffre d'affaires de la compagnie s'élève à 10 millions de dollars comparativement à 1,5 million à ses débuts en 1960. Selon Jacques Laferté, le succès de l'entreprise réside alors dans l'offre d'une marchandise à prix concurrentiel et de qualité ainsi que dans un service à la clientèle hors pair.

Les années 1980 et 1990 viennent consolider les affaires de la compagnie et marquent le début d'une nouvelle ère d'expansion. En 1985, le plus vieil associé de Jacques Laferté, Claude Léger, quitte cependant l'entreprise. À partir de 1988, Jacques Laferté travaille avec son fils Louis-Jacques. Celui-ci ayant tous les atouts pour réussir, Jacques lui vend la compagnie en 1997. Au même moment, le magasin de Drummondville double sa superficie pour atteindre 50 000 pi. ca. Entre-temps, en 1990, Jacques Laferté fait l'acquisition d'un magasin de la bannière Rona à Saint-Hyacinthe. Puis, en 1999, un quatrième magasin s'ajoute au groupe, cette fois-ci à Acton Vale.

L'entreprise Laferté de Drummondville compte aujourd'hui sur plus de 500 000 pi. ca., dont 50 000 en magasin, 50 000 en entrepôt et 400 000 en cour à bois. Plus de 35 000 produits de matériaux de construction, de plomberie, d'électricité, de peinture, de couvre-planchers, de décoration, de produits saisonniers et de quincaillerie y sont en vente alors que près de 100 personnes y travaillent. Propriétaire de quatre magasins et de deux usines de fabrication, la compagnie emploie, au total, près de 350 personnes. Toujours à l'affût de nouvelles opportunités, la direction de Laferté envisage l'avenir avec optimisme.

Vue aérienne du commerce Jacques Laferté Ltée. situé sur le 4e rang, Drummondville, 1969. SHD, Fonds Pierre Dozois ; P184-005370

DANS LE FONDS D'ARCHIVES

DE LA FAMILLE OVIDE BROUILLARD

par MARTIN BERGEVIN, archiviste

En 2011, après plusieurs années de recherche et d'écriture, Renée Giard publie l'ouvrage biographique Ovide Brouillard : homme d'affaires, politicien et mon grand-père. L'idée de retracer la vie de son aïeul lui vient de sa mère, Simone, qui lui avait lancé lors d'une causerie anodine : « J'aimerais que tu écrives l'histoire de Ovide, mon père, ton grand-père. Tu sais, même s'il n'a fait qu'une quatrième année, il est devenu un grand homme d'affaires… ». À la suite de son enquête, une décennie plus tard, l'auteure arrive à la même conclusion que sa mère : « Ovide Brouillard, c'était Quelqu'un… ». En 2012, son livre étant achevé, madame Giard dépose les archives textuelles de la famille et les photographies amassées en cours de route à la Société d'histoire de Drummond. Le fonds d'archives, traité en 2018, est maintenant disponible à la consultation. Il présente les trois facettes de Ovide Brouillard, c'est-à-dire l'homme au sens large du terme, l'homme d'affaires et le politicien.

Mariage de Ovide Brouillard et Médérise Gauthier, Acton Vale, 23 janvier 1893.
SHD, Fonds Famille Ovide Brouillard ; P189, S4, D2, P15.

L'HOMME DE FAMILLE

Joseph-Ovide Brouillard (1859-1940) naît le 17 janvier 1859 à Saint-Aimé-de-Richelieu, une petite municipalité située aux abords de la rivière Yamaska. Fils de Norbert Brouillard (1830-1914), cultivateur, et de Zoé Saint-Germain (1838-1899), institutrice, Ovide est le premier-né d'une famille de huit enfants. Il passe son enfance à la campagne en compagnie de ses frères et sœurs Marie, Joseph, Michel, Édouard, Jean-Baptiste, Émélina et Régina, et aide son père au travail de la ferme. À l'âge scolaire, Ovide fait ses études élémentaires à l'école de rang de Saint-Bonaventure d'Upton où il termine sa quatrième année.

En 1872, à l'âge de douze ans, il s'engage comme manœuvre sur les chantiers de son patelin, un travail qu'il occupe durant cinq ans. En 1877, il œuvre comme simple ouvrier au Moulin J. Watkins, à Saint-Germain-de-Grantham. M. Watkins est alors propriétaire d'un moulin à scie, d'une meunerie, d'un moulin à cardes et d'un magasin général. Ovide obtient rapidement sa confiance et devient contremaître, secrétaire financier (comptable), puis gérant de la compagnie.

Le 23 janvier 1893, Ovide Brouillard épouse Médérise Gauthier (1871-1949), institutrice, fille de Misaël Gauthier (1833-1903), cultivateur, et de Zoé Charbonneau (1842-1920), à l'église d'Acton Vale. Le couple emménage aussitôt à Carmel Hill et fonde leur famille. Ils y demeurent jusqu'en 1906. De cette union naissent cinq enfants : Antonio (1893-1908), Lucien (1895-1896), Lorraine (1896-1983), Adrien (1897-1975) et Simone (1899-2001).

L'HOMME D'AFFAIRES

En 1885, guidé par ses ambitions, Ovide décide de se lancer en affaires. Il acquiert ses premiers lots de terre et décroche ses premiers contrats de bois de sciage et de bois d'œuvre. En 1892, il achète le magasin général de Carmel (aujourd'hui Notre-Dame-du-Bon-Conseil) et diversifie ses opérations. En 1894, il acquiert les terres à bois et les moulins à scie de la Church, Mitchell & Fee (comté de Drummond) et étend par la suite ses activités forestières au Saguenay et en Gaspésie.

Doué d'un esprit entrepreneurial hors du commun, Ovide dirige ensuite plusieurs compagnies de front (Brouillard & Cie Inc.) et investit dans de nombreuses entreprises situées notamment à Saint-Siméon (Provincial Industries Ltd., St. Simeon Lumber Co. Ltd., The Canada Pulp & Lumber Co. Ltd.), à Saint-Hyacinthe (St. Hyacinthe Distillery, Machinerie Omega Ltée), à Valleyfield (Maple Leaf Brewery), à Drummondville (O. B. Shoe Company devenu Drummondville Shoe Co., Canadian Match, Manoir Drummond) et à Montréal (Montreal Trading Co.).

Les affaires vont bien et Ovide prospère jusqu'à la crise financière de 1929, qui force le grand entrepreneur à liquider graduellement une partie de ses avoirs durant les années 1930. Son fils, Adrien, suit ses

Renée Giard, petite-fille de Ovide Brouillard, Montréal, 1943.
SHD, Fonds Famille Ovide Brouillard ; P189, S4, D3, P52.

traces et tire également son épingle du jeu dans le milieu des affaires, surtout à Saint-Siméon, dans le comté de Charlevoix, où il met sur pied l'entreprise C. A. Brouillard Ltée et occupe la fonction de maire, de 1939 à 1941.

LE POLITICIEN

Ovide Brouillard à son bureau de travail, Saint-Siméon, 1928.
SHD, Fonds Famille Ovide Brouillard ; P189, S4, D2, P5.

La paroisse Notre-Dame-du-Bon-Conseil est fondée en 1895. Ovide devient aussitôt président des syndics pour l'érection de la première église de la petite bourgade, puis son implication citoyenne l'amène à siéger comme conseiller et premier maire de Notre-Dame-du-Bon-Conseil (1898-1907).

Ovide Brouillard et Médérise Gauthier, Atlantic City, 1923.
SHD, Fonds Famille Ovide Brouillard ; P189, S4, D2, P16.

En 1907, Ovide achète une somptueuse résidence victorienne à Drummondville. Construite par Joseph-Trefflé Caya en 1880, la maison sise au 209 rue Brock est située au cœur de la ville, tout près de l'Église catholique Saint-Frédéric. La famille Brouillard y emménage peu après et l'habite jusqu'à son départ pour la grande métropole, en 1916. La politique le passionnant tout autant que les affaires, Ovide devient tour à tour conseiller municipal (1911) et maire de Drummondville (1912-1914), puis député fédéral de Drummond-Arthabaska sous la bannière libérale (1911-1921). Son deuxième mandat est marqué par la Grande Guerre et la conscription. Le 5 juillet 1917, Ovide prononce un long discours à la Chambre des Communes sur la question du service militaire obligatoire, appuyant la position de son chef, Wilfrid Laurier, et des élus municipaux drummondvillois qui s'y opposent fermement.

Aux élections fédérales de 1917, soit près d'un an après son départ de Drummondville, le politicien brigue à nouveau les suffrages dans Drummond-Arthabaska. Sa popularité toujours aussi grande, aucun autre candidat ne s'engage dans la course et il est élu par acclamation le 17 décembre 1917. Wilfrid Laurier décède en 1919 et Ovide quitte la politique à la fin de son dernier mandat, en 1921. Il passe les dernières années de sa vie à Montréal auprès de sa femme, ses enfants et ses petits-enfants. Ovide Brouillard s'éteint le 4 mars 1940 à l'âge honorable de quatre-vingt-un ans. Une rue perpétue sa mémoire à Drummondville et rappelle l'importante contribution politique et industrielle de cet homme aux multiples facettes.

ACQUISITIONS RÉCENTES

DE LA NOUVEAUTÉ DANS LES ARCHIVES

par MARTIN BERGEVIN, archiviste

FONDS P287
PAUL THÉROUX

1935-1980

Donatrice Marie-Line Arguin

- 0,05 m. de documents textuels
- 7 photographies

Originaire de Magog, Paul Théroux s'installe à Drummondville au début des années 1940. Impliqué au sein de la communauté entrepreneuriale et politique de la région dès son arrivée, il occupe tour à tour les fonctions de président de la Chambre de Commerce des Jeunes de Drummondville (1945-1948) et de président de l'Association libérale du comté de Drummond (1948-1950). En 1948, il tente sa chance aux élections provinciales, mais il est défait par le candidat unioniste Robert Bernard. La victoire de l'Union nationale dans Drummond est le reflet des gains politiques obtenus dans l'ensemble du Québec et le premier ministre Maurice Duplessis obtient un deuxième mandat majoritaire consécutif. Outre les documents relatant la vie professionnelle et la carrière politique de Paul Théroux, le fonds d'archives se compose de correspondance personnelle et de quelques photographies.

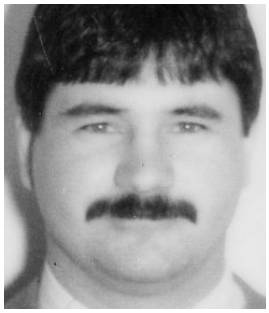
FONDS 288
PIERRE GAGNÉ

1972-2002

Donateur Pierre gagné

- 0,05 m. de documents textuels
- 8 photographies
- 13 artéfacts

Pierre Gagné naît à Drummondville en 1960. Comptable de profession, il obtient un Baccalauréat en Administration des affaires de l'Université du Québec à Trois-Rivières en 1984. À l'adolescence, comme bien des garçons de son âge, il joue au hockey et au baseball dans les ligues mineures de la région. En 1978, il troque l'uniforme de joueur de hockey pour celui d'arbitre, une « position » qu'il occupe de 1978 à 1990. Durant sa carrière, Pierre Gagné est notamment arbitre en chef de la région de Drummond et enseigne son métier aux jeunes de la relève. Il exerce également cette même fonction au Tournoi international de hockey midget de Drummondville de 1981 à 1988, en plus d'arbitrer durant quelques années dans la Ligue de hockey junior majeur du Québec. En plus des documents textuels témoignant de la carrière d'arbitre de Pierre Gagné, le fonds d'archives se compose de programmes sportifs, d'écussons et de quelques photographies.



FONDS P289
HECTOR LAFERTÉ

[vers 1900]-2015

Donateur Daniel Champagne

- 0,03 m. de documents textuels
- 975 photographies
- 1 enregistrement sonore

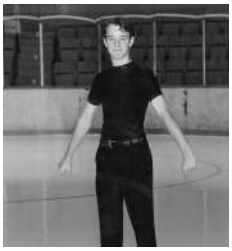
Hector Laferté naît à Saint-Germain-de-Grantham, le 8 novembre 1885. Avocat de formation, il est admis au Barreau le 31 juillet 1909. Hector débute ensuite sa carrière dans un cabinet de Québec et fait ses premières armes comme conseiller juridique auprès de différentes associations syndicales. En 1916, celui que l'on compare alors à Wilfrid Laurier est élu député de la circonscription de Drummond, à 31 ans seulement, devenant ainsi le plus jeune député de l'Assemblée législative. Réélu sans opposition en 1919, il est reconduit dans ses fonctions en 1923, en 1927 et en 1931. Le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau le nomme ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en 1929-1930, et ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de 1930 à 1934. En 1934, suite à sa nomination au Conseil législatif, Hector Laferté résigne son poste de ministre à l'Assemblée législative. Sa carrière politique se termine le 31 décembre 1968. On lui remet alors la médaille de la Confédération pour services rendus à la patrie. Il meurt quelques mois plus tard, soit le 13 septembre 1971 à l'âge de 85 ans. Le fonds d'archives porte sur les activités familiales, professionnelles et politiques d'Hector Laferté et se compose notamment de correspondance politique et personnelle, de coupures de presse, de photographies et d'une bobine audio sur laquelle il raconte l'histoire de sa famille.

FONDS P290
CLUB DE PATINAGE ARTISTIQUE DE DRUMMONDVILLE
[vers 1970]-2015

Donatrices Ginette Richard et Nancy Lapointe

- 0,13 m. de documents textuels
- 80 photographies
- 13 images en mouvement
- 26 artéfacts

Fondé au début des années 1970, le Club de patinage artistique de Drummondville participe à la formation et au développement de nombre de patineurs et de patineuses, amateur(e) s et professionnel (le) s, dont certain(e)s performent au fil du temps sur les surfaces glacées régionales, provinciales et même internationales. Le fonds d'archives retrace l'histoire du club depuis ses premiers balbutiements et témoigne de ses activités de formations, des séances d'entraînement, des compétitions auxquelles les athlètes du club ont participé, du parcours de certains patineurs et de certaines patineuses du club et du personnel entraîneur. L'ensemble documentaire se compose de programmes de spectacles, de photographies et d'affiches illustrant les athlètes du club et les entraîneurs, ainsi que de documents filmiques et de quelques artéfacts, dont des costumes, des médailles et des épinglettes.



FONDS P292
FRANÇOISE HAINS
1933-2017

Donatrice Gisèle Hains

- 0,06 m. de documents textuels
- 150 photographies
- 10 artéfacts

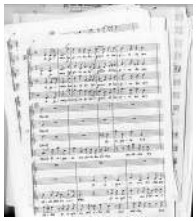
Françoise Hains naît à Drummondville le 27 octobre 1924. Elle prononce ses vœux pieux en 1949 et entre chez les Sœurs de la Présentation de Marie sous le nom de sœur Marie-des-Séraphins. Elle consacre par la suite sa vie à l'enseignement. Françoise Hains s'éteint le 7 mars 2017 à l'âge vénérable de 92 ans après 68 ans de vie religieuse. Le fonds d'archives porte sur les activités personnelles, professionnelles, familiales et religieuses de Françoise Hains, entre 1933 et 2017. Il témoigne notamment de son parcours chez les Sœurs de la Présentation de Marie et de sa carrière d'enseignante. L'ensemble documentaire se compose de correspondance personnelle, de notes biographiques et généalogiques, ainsi que de photographies et de quelques artéfacts, pour la plupart des objets de culte, dont des chapelets et un crucifix.

FONDS P293
ENSEMBLE VOCAL DE DRUMMONDVILLE
1970-2013

Donatrice Josée Rivard

- 0,34 m. de documents textuels
- 2 033 photographies
- 11 images en mouvement
- 13 enregistrements sonores
- 2 artéfacts

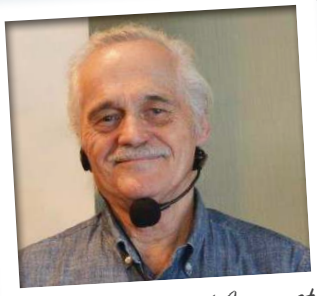
En 1968, la chorale Les Argentins fait ses débuts à Drummondville et offre alors un vaste répertoire de chansons à la fois classique, religieux et folklorique. Vingt ans plus tard, soit en 1988, la troupe de choristes change son vocable d'origine pour celui d'Ensemble vocal de Drummondville et continue de se produire dans la région. Le groupe existe toujours en 2018 et célèbre ses cinquante ans de chant et de vocalise. Le fonds d'archives porte sur les activités artistiques, administratives et promotionnelles de la chorale drummondvilloise et se compose de partitions de musique et de pièces chantées, de programmes de spectacles, de listes de membres et de donateurs, de photographies illustrant les chanteurs et les musiciens de la chorale, ainsi que de documents filmiques et sonores enregistrés lors des spectacles de l'Ensemble vocal.



DÉJEUNERS HÉRITAGE

par JEAN THIBAULT, historien

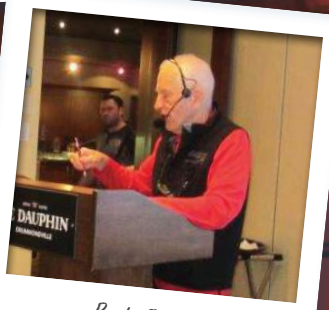
La tradition des Déjeuners Héritage initiée par MM. Noël Sylvain et Alonzo Malouin se poursuit. L'objectif est de recueillir des récits, anecdotes et témoignages pour servir aux générations futures. Des gens d'horizons divers se réunissent à l'Hôtel Le Dauphin, le premier mercredi du mois, pour entendre l'un des leurs parler de l'histoire de sa famille, de son parcours professionnel ou d'un sujet d'intérêt général. Les conférences sont enregistrées par la Société d'histoire de Drummond et conservées au service d'archives.



André Bousquet

3 JANVIER 2018

André Bousquet a travaillé pendant 37 ans à la Celanese, sans compter le temps supplémentaire, dit-il. Il nous rappelle que l'odeur caractéristique de vinaigre émanant de l'usine venait de l'acide acétique, qu'on utilisait en grandes quantités. La compagnie produisait la moitié de son électricité, pour éviter toute panne, car le procédé de fabrication continue ne tolérait aucune interruption. En 1963, les employés gagnaient 1,10 $/heure ; ils pouvaient manger à la cafétéria pour 45¢ ; un comptoir était réservé aux cols blancs, un autre aux cols bleus. Avant 1978, les communications se faisaient uniquement en anglais, des simples mémos aux bilans annuels.



Paul-André Boisvert

7 FÉVRIER 2018

Paul-André Boisvert s'implique dans le ski de fond depuis les années 1970. Ski de fond Saint-François a été fondé à l'automne 1997 ; son objectif est de démocratiser ce sport pour le grand public, les familles, les athlètes (25 jeunes s'entraînent en vue des Jeux du Québec). La collaboration entre les intervenants, les riverains, la municipalité a été la recette du succès : le club compte au-delà de 1500 membres. Les bénévoles, animés par la passion et l'amitié, sont la cheville ouvrière de l'organisation, aussi bien dans le traçage des pistes, le débroussaillage que pour la signalisation et l'organisation des patrouilles.

Jean Larocque

7 MARS 2018

Jean Larocque travaille pendant trente ans dans l'entreprise familiale Ferronnerie Larocque. Initié très tôt à la musique, il participe à la création de l'Orchestre à cordes de Drummondville, qui devient un orchestre professionnel en 1997 : c'est un des six ou sept orchestres de haut calibre au Québec. Celui-ci comprend 44 musiciens réguliers et une douzaine de surnuméraires. L'orchestre produit cinq concerts par an et une vingtaine de prestations en milieu scolaire. L'avenir est assuré grâce à la générosité de mécènes, au soutien du milieu, au dévouement sans faille des bénévoles et à une passion qui ne se dément pas.

Michel Lapierre

4 AVRIL 2018

Le Festival mondial de folklore débute en 1981 et devient Mondial des cultures en 1997 ; Michel Lapierre en a été un des initiateurs et un des présidents. L'aventure présentait un énorme défi logistique : hébergement, transport, sécurité… Le défi a été relevé, grâce aux bénévoles, à la collaboration entre les intervenants, à l'implication de commanditaires, à une bonne couverture médiatique. Le Festival a représenté une énorme opération de relations publiques pour Drummondville. C'était la fierté retrouvée après les années noires : on a fait danser les gens, dit **Michel Lapierre**. Le Mondial fait une pause ; difficile de prévoir la suite…

Serge Fréchette

2 MAI 2018

Natif d'Asbestos, **Serge Fréchette** étudie la trompette et l'enseignement de la musique. Il entre à la musique de l'Artillerie royale canadienne à Saint-Hubert, est muté à Calgary, puis au collège militaire de Saint-Jean. Il participe à des parades, à des concerts, à des tournées au Canada, en Allemagne… Depuis1995, il se consacre à l'enseignement : à Saint-Hilaire, puis à Saint-Jacques de Montcalm. Infatigable, il a mené à terme plusieurs entreprises : il remet sur pied la Musique du 6e Bataillon Royal 22e Régiment, enseigne au Camp musical d'Asbestos, crée la Symphonie des jeunes, qui les initie au classique, au jazz…

Robert Paré

6 JUIN 2018

Robert Paré relate l'accident ferroviaire de 1928 : une section de la voie est emportée par la débâcle alors que s'approche un train de voyageurs. Les sœurs Martel font signe au conducteur, qui ne peut empêcher la locomotive et le fourgon à bagages de tomber dans la rivière. Il y perd la vie, ainsi qu'un jeune garçon, et deux bagagistes du Canadien National. La Southern Canada Power, poursuivie par le CN, engage l'avocat Joseph Marier. De procès en appel, la SCP est condamnée en 1937 par le Conseil privé de Londres à payer des dommages de 61 930,85 $ au CN.

Normand Jutras

3 OCTOBRE 2018

Avocat, député, ministre de la Sécurité publique puis de la Justice du Québec, **Normand Jutras** fut ensuite chargé de projet en Inde. Il a été curateur public pendant cinq ans. Cette fonction fut créée en 1945 pour protéger les individus inaptes, soit environ 43 000 présentement. Le curateur administre les biens des gens sous sa protection, supervise l'administration de ceux qui sont sous le régime privé. Depuis 1990, la judiciarisation du processus fait en sorte qu'un juge doit prononcer un régime de protection après une évaluation médicale. La désinstitutionnalisation a permis de réduire le nombre d'internés et de faciliter la réinsertion sociale.

Pierre Levasseur

7 NOVEMBRE 2018

Directeur général de l'hôpital Sainte-Croix de 1998 à 2004, **Pierre Levasseur** a affronté de multiples défis : recruter des spécialistes (anesthésistes, orthopédistes, gynécologues), aménager le département des soins intensifs, diminuer l'absentéisme, dans un contexte de compressions budgétaires. Mission accomplie en 2002, alors que Sainte-Croix a figuré parmi les meilleurs hôpitaux du Québec pour l'accessibilité des soins, la qualité des services et l'efficacité à l'urgence. Mais la centralisation des services à Trois-Rivières comporte le risque de l'anonymat et de la déresponsabilisation du personnel. La structure idéale est animée par un sentiment de fierté et d'appartenance : « Small is beautiful »…

À L'AFFICHE

LES ARCHIVES EN MOUVEMENT du Théâtre Capitol

par ÉLAINE BÉRUBÉ, archiviste

Photographie illustrant la construction du Théâtre Capitol sur la rue Lindsay, Drummondville, 1937.
SHD, Collection régionale ; IC-2.1c25.

MISE EN SCÈNE

Après les projections censurées au sous-sol de l'Église Saint-Frédéric, puis les représentations du théâtre Bijou et du Rialto, c'est au tour du Théâtre Capitol d'ouvrir ses portes à la population cinéphile de Drummondville, le 4 mars 1937. Son architecture Art-Déco est l'œuvre des architectes montréalais Perry, Luke et Little, et son riche décor, celle de l'artiste maltais Emmanuel Briffa, qui a conçu une centaine de décors de théâtre au Canada dont ceux du Granada de Sherbrooke et du Théâtre Outremont de Montréal. Très moderne, le Théâtre Capitol est alors le premier cinéma québécois à offrir à ses usagers le confort d'une salle climatisée !

PATRIMOINE ET CONTINUITÉ

Le Capitol est un témoin important du développement récréatif et commercial du centre-ville de Drummondville. Ses propriétaires réinvestissent d'ailleurs à maintes reprises pour que le théâtre de la rue Lindsay conserve son cachet historique. En 1990, on transforme l'intérieur en cinéma à écrans multiples. Puis on agrandit vers l'arrière en 1996 pour ajouter trois nouvelles salles et une autre en 1999 du côté de la rue Marchand.

Ayant gardé ses détails architecturaux d'origine, la façade du bâtiment est protégée par une citation municipale d'immeuble patrimonial depuis 2002. Son intérêt historique est indéniable et les propriétaires et gestionnaires actuels en sont particulièrement fiers. En décembre 2018, ces derniers ont d'ailleurs accepté de céder à la Société d'histoire de Drummond toutes les archives de l'entreprise accumulées dans un entrepôt du deuxième étage. De cette façon, ils s'assurent de la préservation de l'histoire, non seulement du bâtiment, mais aussi de ses acteurs.

ZOOM SUR LES ARCHIVES

LE CAPITOL
DRUMMONDVILLE
Pour l'amour du cinéma

Annie Hamel est directrice du Capitol depuis 2014. Elle est passionnée par les petits trésors d'histoire qu'il renferme. Pour le 80e anniversaire du Capitol, elle a tenu à rendre hommage au plus important cinéphile de Drummondville, M. Jean-Luc Taillon, en nommant une des salles de projection en son honneur. M. Taillon a vu tous les films qui y ont été présentés depuis plus de 75 ans !

En 2018, de nouveaux projets de rénovation et de restauration sont annoncés. C'est en cherchant des plans pour les ingénieurs que Madame Hamel s'est aperçue de la richesse que contiennent les documents accumulés au fil des ans. C'est toute l'histoire de l'entreprise qui dort dans des boîtes et en les confiant à la SHD, celle-ci pourra les mettre en valeur. Ainsi, on pourra en tirer des informations sur les meilleures années de fréquentation du cinéma ou sur l'évolution du nombre d'employés, de leurs tâches, des méthodes de projection ou encore sur les différents projets de rénovation du bâtiment et des événements marquants. Après une visite des locaux de conservation de la SHD, où la température et le taux d'humidité relative sont bien contrôlés, Mme Hamel se dit convaincue que c'est le meilleur endroit pour entreposer ces archives. Leur déplacement est prévu pour le début de l'année 2019.

L'héritage du Capitol à la SHD… à ne pas manquer.

Photographie illustrant la construction du Théâtre Capitol sur la rue Lindsay, Drummondville, 1937.
SHD, Collection régionale ; IC-2.1c25.

MERCI

à nos partenaires de diffusion

DRUMMONDville
Capitale du développement

MRC de Drummond

L'Express

NPD

François
Choquette
DÉPUTÉ DE DRUMMOND

150, rue Marchand, Local 100
Drummondville (Québec)
J2C 4N1

819 477-3611
francois.choquette@parl.gc.ca
francoischoquette.npd.ca

SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE DRUMMOND

CURIEUX OU AMOUREUX DE

L'HISTOIRE

DE LA MRC DE DRUMMOND

DEVENEZ MEMBRE DE LA SHD !

L'abonnement est valide du 1er janvier au 31 décembre.

Avantages des membres de la Société d'histoire de Drummond

- Accédez à nos archives de façon illimitée et gratuite
- Bénéficiez d'un tarif réduit à l'achat de photos numérisées
- Obtenez un rabais de 10 % à l'achat de nos publications
- Recevez notre bulletin annuel *La Réserve*
- Assistez à nos conférences historiques
- Profitez de rabais substantiels avec nos partenaires annuels

425, des Forges,
Drummondville Qc J2B 0G4

Téléphone : 819 474-2318
Courriel : info@histoiredrummond.com

histoiredrummond.com